



N° 4 - Juin 2008

Panorama au 3 juin 2008

## Éditorial

### Reflux modéré pour les prix encore élevés des céréales et des oléagineux

**A**u cours des dernières semaines, les cours des céréales et du colza sont en recul sur les marchés physiques et, sur le marché à terme international français, les cotations ont baissé, au su des hausses de récoltes et de l'alourdissement des stocks de report. Ces prix n'en sont pas moins installés à un niveau élevé. Ils restent l'accélérateur majeur d'une hausse des prix agricoles qui, après une longue période de régression en valeur réelle, est exceptionnelle. Les produits alimentaires, qui représentent le poste de consommation ayant le plus augmenté avec l'énergie en un an, subissent la hausse des produits agricoles de base de façon plus ou moins massive selon leur degré de transformation (*Hausse exceptionnelle des prix agricoles en rupture avec une longue régression, Prix agricoles et alimentaires n° 2008/30*).

Pour la campagne 2008/2009, la production mondiale de blé s'annonce abondante, au-dessus de la production record de 2007. En revanche, le

marché mondial du maïs resterait tendu, compte tenu de la baisse des semis prévue aux États-Unis, le principal pays producteur. En France, les surfaces de céréales à paille progressent nettement en 2008 et les surfaces de colza, malgré un léger repli, se maintiennent encore à un niveau élevé, contrairement aux protéagineux et aux betteraves qui descendent à leur plus bas niveau (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, mai 2008*).

Pour les fruits d'été, les commercialisations débutent sans entrain (*Infos rapides Abricot - Cerise - Pêche, juin 2008*). Le gel ou la grêle ont endommagé les vergers et, actuellement, la récolte serait inférieure à 2007 pour l'abricot et la pêche mais meilleure pour la cerise. Quant aux légumes, la campagne débute difficilement pour le concombre et la courgette mais le marché s'améliore pour la tomate (*Infos rapides Tomate - Concombre - Courgette, juin 2008*). Les pluies abondantes compromettent la qualité des fruits mais activent la production d'herbe (*Infos rapides Prairies, mai 2008*).

Pour la production laitière, la nouvelle campagne 2008/2009 débute en avril avec une collecte gardant le dynamisme exceptionnel des derniers mois de la campagne 2007/2008, les producteurs ayant été encouragés par l'envolée des prix des produits laitiers (*Infos rapides Lait, mai 2008*).

Quant à la consommation de viandes, la baisse constatée au premier trimestre fait craindre l'arrêt du rebond amorcé en 2007. La seule viande stable est le poulet qui, en 2007, avait gagné la faveur des consommateurs plutôt sous forme de produits découpés ou élaborés, rattrapant la viande bovine et au détriment de la viande de mouton (*Regain de la consommation de viande blanche en 2007, Consommation de viandes n° 2008/29*).

Au terme des campagnes 2007/2008, les bilans ont été nuancés pour les produits végétaux. La campagne céréalière s'achève sur un bilan paradoxal : une balance commerciale européenne largement déficitaire et d'importants

stocks français de blé et de maïs (*Les premières prévisions pour la récolte en blé de 2008 sont optimistes, Grandes cultures n° 2008/25*). Pour la pomme de terre, des exportations en baisse et une production en hausse grâce à de meilleurs rendements entraînent les prix très au-dessous des prix records de la campagne 2006/2007. Toutefois, elle conserve le fleuron de ses plants certifiés et, en

produit transformé, atteint un tonnage record (*Forte hausse de la production de pommes de terre mais baisse limitée des prix, Pomme de terre n° 2008/26*).

Pour les légumes d'hiver et surtout la salade, la campagne a été défavorisée par l'automne frais et l'hiver doux qui ont perturbé les calendriers de production et déséquilibré les marchés

(*Campagne moyenne pour les légumes d'hiver, Légumes n° 2008/27*). Au contraire, pour la pomme de table, après une campagne 2006/2007 particulièrement morose, elle a été plutôt favorable grâce à des exportations dynamiques, toujours importantes vers l'Union européenne et croissantes vers les pays tiers (*Campagne de pomme de table dynamisée par la hausse des exportations, Fruits n° 2008/28*).

Christine Deroin

# Sommaire des synthèses

## Productions végétales

Les premières prévisions pour la récolte en blé de 2008 sont optimistes, <i>Céréales</i>	1	<i>Pierre Carrelet</i>
Forte hausse de la production de pomme de terre mais baisse limitée des prix, <i>Pomme de terre</i>	2	<i>Hervé Schoën</i>
Campagne moyenne pour les légumes d'hiver, <i>Légumes</i>	3	<i>Joëlle Fressignac</i>
Campagne de pomme de table dynamisée par la hausse des exportations, <i>Fruits</i>	4	<i>Géraldine Labarthe</i>

## Environnement économique

Regain de la consommation de viande blanche en 2007, <i>Consommation de viandes</i>	5	<i>André Viguié</i>
Hausse exceptionnelle des prix agricoles en rupture avec une longue régression, <i>Prix agricoles et alimentaires</i>	6	<i>Christine Deroin</i>

<b>Organismes et abréviations</b>	<b>35</b>	
-----------------------------------	-----------	--

<b>Pour en savoir plus</b>	<b>37</b>	
----------------------------	-----------	--

## Liste des Infos rapides citées dans l'éditorial

<i>Grandes cultures et fourrages, mai 2008</i>	<i>Hervé Schoën</i>
<i>Prairies, n ° 2/9, mai 2008</i>	<i>Hervé Schoën</i>
<i>Tomate, mai 2008</i>	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Concombre, mai 2008</i>	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Courgette, mai 2008</i>	<i>Joëlle Fressignac</i>
<i>Abricot, n ° 2/4, juin 2008</i>	<i>Géraldine Labarthe</i>
<i>Cerise, n ° 2/3, juin 2008</i>	<i>Géraldine Labarthe</i>
<i>Pêche, n ° 2/5, juin 2008</i>	<i>Géraldine Labarthe</i>
<i>Lait, n ° 5/11, mai 2008</i>	<i>Lionel Hébrard</i>

[Retour éditorial](#)

## Les premières prévisions pour la récolte en blé de 2008 sont optimistes

***Les prévisions de semis pour la récolte 2008 font état d'une hausse sensible pour le blé. Cela devrait permettre, sauf accident climatique, d'avoir une production mondiale abondante pour la campagne 2008/2009. Au niveau mondial, le marché du maïs devrait rester sous tension en raison de la baisse des semis aux États-Unis, principal pays producteur. En France, les marchés du blé et du maïs sont marqués par la baisse des cours à cause de stocks de report assez importants.***

***La tension sur les marchés oléagineux et protéagineux persiste et induit des cours encore très élevés malgré la baisse des deux derniers mois. Les prévisions de baisse de semis de colza en France pèsent sur l'évolution des cours sur la prochaine campagne.***

### **Vers une production mondiale record pour 2008/2009**

Les prévisions de récolte publiées par le Conseil international des Céréales (CIC) fin avril sont favorables quant à la production mondiale de céréales pour la campagne 2008/2009. En appliquant un rendement moyen aux estimations de semis, la production de céréales atteindrait en 2008 environ 1 700 millions de tonnes. Le record de l'an dernier serait ainsi dépassé de près de 30 millions de tonnes. Toutefois, cette production record ne permettrait pas de satisfaire toute la demande et les stocks diminueraient donc encore légèrement (- 3 %).

Pour le blé, les prévisions de récolte 2008 se partagent entre l'optimisme (USDA, homologue américain du ministère de l'Agriculture et de la Pêche) et la prudence (CIC). Ainsi, en s'appuyant sur une hypothèse de rendements élevés pour le blé, l'USDA a publié une prévision de récolte atteignant 656 millions de tonnes, soit un bond de 8 % par rapport à la récolte 2007. Pour le CIC, en se basant sur des rendements moyens, la récolte de blé atteindrait 645 millions de tonnes (+ 7 % par rapport à 2007). Il se dégage de ces différentes estimations que la production 2008 permettra un certain apaisement sur le marché du blé après une campagne 2007/2008 sous

tension. Les stocks mondiaux de blé pourront commencer à se reconstituer avec un stock de fin estimé à 128 millions de tonnes par le CIC (+ 14 % par rapport à 2007/2008).

La production mondiale de maïs 2008/2009 est prévue par le CIC aux alentours de 760 millions de tonnes, ce qui représenterait une baisse de 6 à 10 millions de tonnes par rapport à ses estimations de la production 2007/2008. Dans le même temps, la consommation mondiale de maïs s'établirait à 784 millions, soit une hausse de 10 millions de tonnes. Par conséquent, les stocks mondiaux se dégraderaient de nouveau en 2008/2009

(93 millions de tonnes, soit - 18 % par rapport à 2007/2008). Début mai, les semis de maïs aux États-Unis étaient en retard par rapport à 2007/2008, à cause de mauvaises conditions météorologiques dans les grandes régions productrices du Midwest : par rapport à 2006/2007, à peine plus de 70 % ont été semés. Les estimations de semis prévoient une baisse pour le maïs au profit du soja. Cela pèse fortement sur les prévisions de récolte mondiale de maïs pour 2008/2009, les États-Unis étant le premier producteur mondial.

### Hausse des semis français de blé et de maïs, et repli du colza

Selon les estimations du Scees, les surfaces semées en céréales augmenteraient de 294 000 hectares en 2008 pour s'établir à 7,68 millions d'hectares, soit leur plus haut niveau depuis 24 ans.

Les surfaces semées en blé tendre (+ 257 000 hectares), en orge (+ 53 000 hectares) et en maïs (+ 77 000 hectares) sont les principales bénéficiaires de cette hausse des semis. Les surfaces de blé dur diminuent de près de 15 000 hectares (- 3 % par rapport à 2007).

Les surfaces semées en oléagineux et protéagineux sont quant à elles en baisse. Pour les oléagineux, la baisse est de l'ordre de 5 % par rapport à 2007. La hausse de 6 % des surfaces semées en tournesol ne compense pas le repli de 134 000 hectares de la sole de colza (- 8 % par rapport à 2007). Cela interrompt la série de hausse continue de la sole de colza depuis 2003. Pour les protéagineux, les surfaces seraient équivalentes aux surfaces semées il y a 25 ans, soit tout juste 135 000 hectares.

La hausse des semis de céréales peut en partie s'expliquer par la suppression de l'obligation de gel des jachères décidée par la Commission européenne en 2008. En effet, les surfaces en jachères seraient en recul de 230 000 hectares (- 19 % par rapport à 2007) même si elles occupent encore près d'un million d'hectares en 2008. La hausse peut aussi résulter de l'arbitrage par les prix, vu le niveau élevé des prix de la campagne 2007/2008.

Actuellement, les conditions météorologiques sont favorables au bon développement des cultures mais tout événement climatique peut perturber la récolte française.

### La campagne 2007/2008 s'achève sur un bilan paradoxal en Europe et en France

Au niveau européen, la balance du commerce extérieur des céréales est largement déficitaire ce qui est inédit.

Les exportations de blé se sont bien rattrapées ces dernières semaines et atteignent quasiment le même niveau que lors de la campagne 2006/2007. Au 22 mai, le total des tirages de certificats d'exportation s'établissait à environ 10,3 millions de tonnes, soit à peine 10 000 tonnes de moins que lors de la campagne 2006/2007.

En contrepoint, le rythme des importations de maïs et de sorgho ne s'est pas ralenti et le total des importations de céréales dépasse désormais 25 millions de tonnes (dont 13 millions de tonnes de maïs et cinq millions de tonnes de sorgho), soit 14 millions de tonnes de plus par rapport à la campagne précédente. L'Union européenne se retrouve ainsi importatrice nette de céréales de près de huit millions de tonnes. Cela est étonnant compte tenu de son élargissement, en 2007, à deux nouveaux États membres excédentaires en moyenne, et d'autant plus qu'elle était exportatrice nette de cinq millions de tonnes en 2006/2007 et 11 millions de tonnes en 2005/2006.

Au niveau français, c'est le niveau des stocks finaux qui est surprenant. Dans un contexte tendu pour le bilan mondial, la France se retrouverait avec des stocks de blé de fin de campagne 2007/2008 à hauteur de trois millions de tonnes, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2006/2007 : il est plus cher que les blés concurrents, créant des difficultés à l'exportation (- 14,2 % par rapport à 2006/2007) et, sur le marché intérieur, plus cher que le maïs donc moins utilisé pour l'alimentation animale.

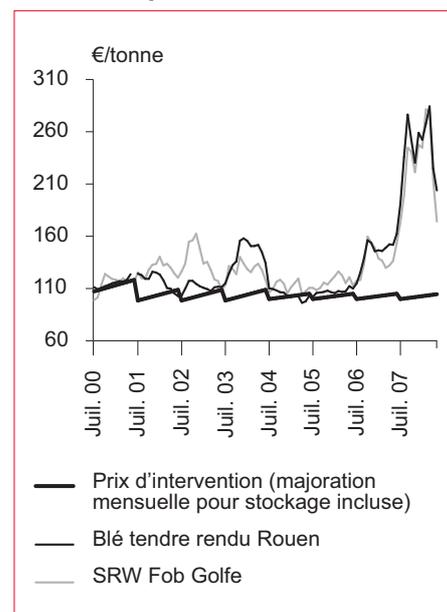
De même, le stock de report de maïs, fin juin 2008, est estimé à trois millions de tonnes, soit une augmentation d'en-

viron un million de tonnes par rapport à juin 2007. La récolte française abondante (14 millions de tonnes, soit + 16 % par rapport à 2006/2007) a dû faire face à la concurrence des maïs importés par les partenaires européens en provenance des pays tiers. La hausse de l'utilisation du maïs pour l'alimentation animale n'a pas permis de contrebalancer la chute des exportations françaises et d'atténuer l'augmentation du stock de report (source : OniGC).

### Les cours sur le marché du blé baissent très fortement

Ces dernières semaines ont été marquées par le reflux du prix du blé français à la suite de la baisse sur le marché de Chicago et à cause de l'alourdissement des stocks de report français. Le cours moyen mensuel du blé rendu Rouen, de 280 euros par tonne (€/t) en mars, est tombé, fin mai, à 200 euros. Entre ces deux dates, tous les espoirs d'exporter ce blé vers les pays tiers se sont envolés : les blés d'autres provenances, en particulier d'origine américaine, ont profité du change défavorable à l'euro face au dollar et d'un prix inférieur. Le cours moyen de campagne 2007/2008 est désormais remonté à 241 €/t pour le rendu Rouen (+ 69 % par rapport à 2006/2007).

### Recul des prix mondiaux du blé



Source : OniGC

## Avec l'envolée des prix, le marché à terme français du blé se développe

La campagne 2007/2008 a été marquée par des cours des céréales à des niveaux jamais atteints jusqu'alors et fortement volatils. Pour faire face à cette volatilité, les professionnels du secteur ont de plus en plus recours à la solution proposée par le marché à terme français (Matif, Marché à terme international de France).

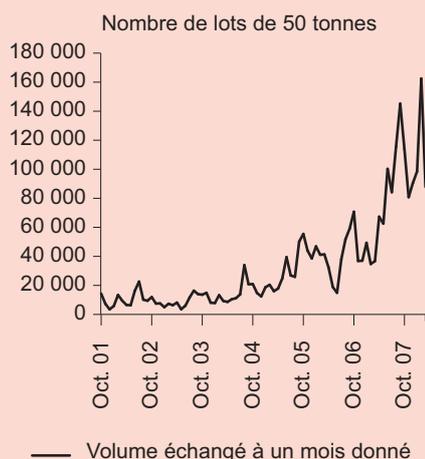
En octobre 2001, le volume d'échanges sur le Matif était de 14 000 lots de blé, le lot étant de 50 tonnes. Six ans plus tard, ce volume d'échanges est quasiment huit fois plus important (114 000 lots en octobre 2007). Les volumes échangés ont de fait connu une croissance exponentielle durant ces six dernières années. La forte volatilité des cours de la campagne 2007/2008 a accéléré l'expansion des volumes sur le marché à terme français.

Les cours sur le marché à terme correspondent à des échéances successives échelonnées sur une période

dépassant la campagne. À l'échéance la plus proche, les cours sont en phase avec les cotations sur le marché physique (par exemple le blé meunier départ Eure-et-Loir).

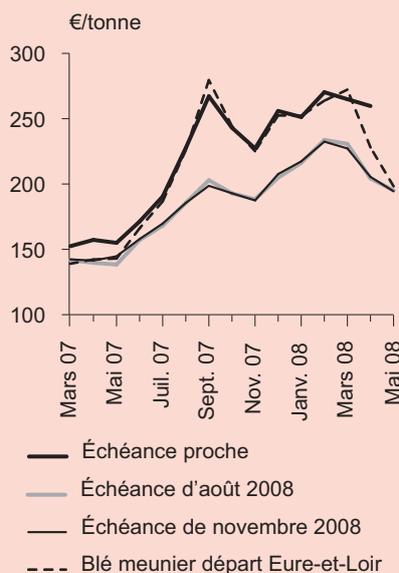
Aux échéances plus éloignées, sur la campagne suivante, le cours du Matif indique la tendance. Dès l'été 2007, les cours sur le Matif indiquaient, simultanément à la progression sur les termes rapprochés, un retour à des prix moins élevés pour la campagne 2008/2009, intégrant le caractère exceptionnel de la campagne 2007/2008. Au printemps 2008, lorsque les premières indications sur la récolte 2008 ont été disponibles, les cotations sur les échéances de la campagne 2008/2009 ont baissé, intégrant les informations sur les hausses de surface et la possibilité d'un retour à des rendements moyens. En avril 2008, la cotation départ Eure-et-Loir a également baissé, dans un contexte d'alourdissement du stock de fin de campagne.

### Croissance exponentielle des volumes de blé échangés



Source : Marché à terme international de France (Matif)

### Le marché à terme : indicateur d'évolution du marché physique



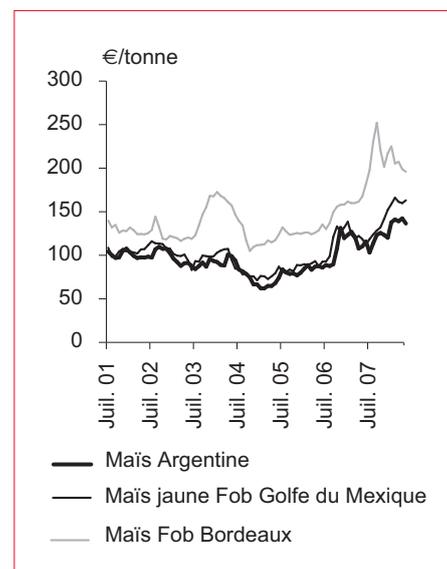
Sur le marché à terme de Chicago, le différentiel entre les cours moyens mensuels de mars et de mai avoisine 80 €/t, le cours moyen de la campagne 2007/2008 se situant à environ 216 €/t (+ 66 % par rapport à 2006/2007).

Les cours sur le marché à terme pour les échéances de la nouvelle campagne 2008/2009 annoncent un retour à l'apaisement, après la flambée de l'automne et du printemps 2007/2008. Sur le marché à terme français, le cours moyen pour l'échéance d'août 2008, qui approchait 204 €/t en avril, est passé à 195 €/t en mai. Sur la période mars 2007 - mai 2008, le cours moyen de l'échéance d'août 2008 est de 186 €/t, dépassant de 37 % la cotation moyenne de l'échéance de septembre 2007 (de janvier 2006 à août 2007). La tendance est donc au maintien de prix élevés par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, mais en retrait par rapport à celle de 2007/2008, à cause des prévisions d'une production mondiale de blé nettement en hausse.

### Le maïs français reste plus cher que le maïs importé malgré la baisse de prix continue

Depuis deux mois, les cours rendu Bordeaux sont en baisse. Mais cela n'a pas été suffisant pour enrayer l'entrée massive en Europe de maïs

### Le cours du maïs français baisse mais reste élevé



Source : OniGC

importés d'Amérique du sud, en particulier par l'Espagne. En mai, le cours moyen rendu Bordeaux s'établissait à 183 €/t, cours certes inférieur de près de 10 €/t à celui de mars, mais encore supérieur au cours au départ du golfe du Mexique, à 163 €/t. Mais, ces dernières semaines, ce cours fob Golfe a tendance à augmenter légèrement sous l'effet de prévisions de semis américains en retard par rapport à la récolte 2007.

Le cours moyen de la campagne 2007/2008 du maïs rendu Bordeaux est actuellement de 203 €/t, supérieur d'environ 40 % à celui de la campagne 2006/2007. La baisse des cours français permet de combler partiellement l'écart entre maïs français et maïs au départ du golfe du Mexique. Pour les mois à venir, les prévisions d'une production de maïs croissante en Europe devraient permettre aux cours de baisser encore. En même temps, les prévisions de baisse de production aux États-Unis devraient engendrer une hausse des cours américains. Ceux-ci étant directeurs sur le marché mondial du maïs, l'écart de prix entre les maïs fob Bordeaux et fob Golfe pour-

rait se résorber en cours de campagne prochaine.

### **Les cours de l'orge de mouture baissent aussi nettement**

Les cours de l'orge de mouture baissent aussi nettement (- 30 €/t depuis mars) mais le cours de campagne rendu Rouen est toujours supérieur de 60 % à celui de la campagne 2006/2007. L'orge n'a pas connu la même difficulté que le blé à l'exportation mais le volume exporté de 7,6 millions de tonnes reste inférieur au tonnage total exporté en 2006/2007 et le solde de report de juin 2008 est prévu en hausse de 20 % par rapport à l'an dernier. Cela peut expliquer la baisse des prix actuelle.

### **Les cours des oléagineux et protéagineux baissent mais restent à des niveaux élevés**

Le cours du colza rendu Rouen a nettement diminué depuis mars, mais, pendant la campagne 2007/2008, le cours s'établit à 395 €/t, soit plus de 50 % par rapport à 2006/2007. Les prévisions de baisse des semis de

colza ont poussé à la hausse les cotations sur le marché à terme. Pour l'échéance d'août 2008, le cours est proche de 440 €/t. Toutefois, de meilleurs rendements pourraient faire monter la production 2008 à un niveau équivalent à celui de 2007, ce qui devrait permettre d'apaiser légèrement les cours.

L'annonce d'une augmentation de la sole de tournesol a permis le repli du cours rendu Bordeaux. Le cours moyen de la campagne 2007/2008 est de 489 €/t (+ 104 % par rapport à 2006/2007). Toutefois, l'apaisement des cours sera durable si la production 2008 dépasse celle de 2007 dans les pays de la Mer Noire.

Depuis plusieurs semaines, la demande en pois protéagineux n'a pas été très importante et les cours diminuent. Le cours moyen de campagne 2007/2008 approche 240 €/t (+ 60 % par rapport à 2006/2007). La chute de la sole de pois pour 2008 ne permettra pas d'accroître la production et de reconstituer des stocks au plus bas (- 40 % par rapport à juin 2007).

## Sources

- Office national interprofessionnel des Grandes Cultures (OniGC)
- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de prix et de cours des oléoprotéagineux sont fournies par l'OniGC et le journal La Dépêche.
- Les cours sur le marché à terme sont disponibles sur le site Internet du Marché à Terme International de France.
- United States Department of Agriculture (homologue américain du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche)
- Conseil International des Céréales (CIC)

## Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Progression des céréales à paille, mais net recul du colza, des protéagineux et des betteraves », Infos rapides Grandes cultures, mai 2008.
- « Suspension des jachères obligatoires et flambée des cours profitent au blé tendre », Synthèse Grandes Cultures, avril 2008.
- « Progression des céréales à paille, mais net recul du colza et des protéagineux », Infos rapides Grandes cultures, avril 2008.
- « Semis d'hiver : sole record pour les cultures d'hiver », Infos rapides Grandes cultures, février 2008.

## Organismes et abréviations

CIC : Conseil international des céréales  
fob : free on board (franco à bord)  
SRW : soft red winter  
USDA : United States department of agriculture

[Retour éditorial](#)

## Forte hausse de la production de pomme de terre mais baisse limitée des prix

***En 2007, la production de pommes de terre est en augmentation en France et dans la plupart des pays de l'Union européenne, sous l'effet de rendements en hausse. Au cours de la nouvelle campagne 2007/2008, les prix sont orientés à la baisse, après une campagne 2006/2007 où les prix avaient atteint un niveau exceptionnellement élevé. La récolte augmentant dans les pays clients de la France, les exportations sont en recul, surtout à destination du Portugal, de l'Espagne et de la Belgique.***

### La pomme de terre à l'honneur

La pomme de terre est la principale denrée alimentaire non céréalière du monde. L'année 2008 a d'ailleurs été choisie pour être l'année internationale de la pomme de terre. En 2007, la production mondiale a atteint le chiffre record de 320 millions de tonnes. Elle augmente en moyenne à un rythme annuel de 4,5 % depuis dix ans, et a dépassé la hausse de production de nombreuses autres denrées alimentaires dans les pays en développement, en particulier en Asie. Si la consommation de pomme de terre a reculé en Europe, elle a augmenté dans le monde en développement, passant de moins de 10 kg par habitant en 1961-1963 à 22 kg en 2003. Cependant, elle reste encore nettement inférieure à celle de l'Europe (93 kg/an). D'après la FAO, tout semble indiquer qu'elle enregistrera une forte hausse à l'avenir.

### La production de pomme de terre en 2007 se rapproche du niveau record de 2004 ...

En 2007, avec 7,2 millions de tonnes, la production française de pomme de terre (y compris les primeurs, demi-saisons et plants) est supérieure de 13 % à la récolte 2006, et de 8 % à la production moyenne des cinq dernières années. Elle frôle ainsi le niveau record de 7,3 millions de tonnes atteint en 2004. Cet accroissement est essentiellement dû à de meilleurs rendements obtenus en 2007.

Les récoltes des principaux producteurs européens sont également en hausse. Les augmentations sont sensibles en Pologne et en Allemagne, les deux premiers pays producteurs, mais aussi aux Pays-Bas et en Belgique. Dans l'Union européenne, la récolte gagne 13 %. Les surfaces diminuant très légèrement (-1 %), ce gain s'explique par la hausse des rendements qui progresse de 14 %.

En 2007, la pomme de terre de conservation et de féculerie représentent près de 90 % de la production française de pomme de terre. La production française de **pomme de terre de conservation** augmente de 16 %, après un repli de 4 % enregistré en 2006. Elle dépasse pour la première fois les cinq millions de tonnes en atteignant 5,1 millions de tonnes, soit 13 % au-dessus de la production moyenne des cinq dernières années. Elle représente à elle seule 71 % de la production totale de pomme de terre. Le rendement gagne 12 % pour arriver à 478 q/ha, avoisinant son plus haut niveau atteint en 2004. Les surfaces, s'étendant sur 107 milliers d'hectares, ont une progression moins importante de 3 %.

Les hausses de production sont significatives dans les principales régions productrices. Le Nord-Pas-de-Calais, qui produit plus d'un tiers de la récolte, accroît sa production de 16 % ; la

région Centre gagne une hausse de production jamais atteinte de 58 %, résultant en grande partie d'une augmentation record des surfaces de 32 %. Il faut cependant relativiser cette hausse spectaculaire, pour une région qui ne représente que 9 % de la sole de pomme de terre de conservation.

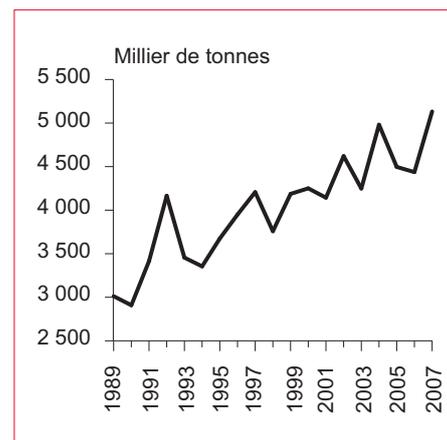
La récolte **de pomme de terre de féculerie** s'élève à 1,3 million de tonnes (18 % de la production de pomme de terre), en hausse de 7 % par rapport à 2006, mais en recul de 3 % par rapport à la production moyenne des cinq dernières années. Celle de **pomme de terre primeur** reste sta-

ble. Elle est issue de différents bassins de production : le Val de Loire, la Bretagne, le Bassin Rhône-Méditerranée, le Grand Sud-Est et la Normandie.

### ... mais les exportations sont en baisse

Sur les huit premiers mois de campagne, les exportations françaises de pomme de terre transformée et non transformée sont en baisse, la production augmentant dans l'Union, principal destinataire. Elles sont inférieures au niveau enregistré sur la même période pour la campagne de 2006/2007 : deux millions de tonnes contre 2,2 millions,

### En 2007, la production de pommes de terre de conservation atteint un niveau record



Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

### La France, terroir reconnu pour des plants de pomme de terre de qualité

La France est un terroir reconnu pour la production de plants de qualité. Elle bénéficie en effet de sols et de climats favorables. L'usage des plants certifiés est en progression constante depuis plusieurs années et le commerce extérieur fait recette.

#### La Bretagne et le Nord sont les principaux producteurs français de plants de pomme de terre

En surfaces de production de plants de pomme de terre, la France est le troisième pays de l'Union européenne (15 % des surfaces), derrière les Pays-Bas (37 %) et l'Allemagne (17 %). Depuis 1990, les surfaces certifiées fluctuent entre 13 milliers et 15,5 milliers d'hectares. Elles sont de 14,8 milliers d'hectares pour la campagne 2007/2008, et se répartissent ainsi entre les trois zones de production : 9,3 milliers d'hectares dans le Nord, 4,7 milliers d'hectares en Bretagne et 0,8 millier d'hectares dans le Centre et le Sud.

Depuis plusieurs années, le nombre de producteurs décroît toujours légèrement (915 en 2007/2008). Au contraire, la surface moyenne par producteur progresse depuis 2001 et se situe actuellement à 16,2 hectares (19,6 hectares dans le Nord,

14,5 hectares en Bretagne et 7,2 hectares dans le Centre et le Sud).

Les trois principales variétés, qui représentent 20 % des surfaces, sont la Bintje, la Spunta et la Charlotte.

#### Honneur aux plants certifiés

La production de plants certifiés progresse. Le tonnage était de 239 milliers de tonnes en 1996/1997 et se situe en léger repli à 323 milliers de tonnes en 2006/2007, après avoir atteint le maximum de 336 milliers de tonnes en 2004/2005.

La mise en marché est réalisée pour 80 % par des collecteurs-expéditeurs (49 pour la dernière campagne), et pour 20 % par des producteurs-vendeurs (250).

Depuis 1992, le tonnage de plants certifiés utilisés en France augmente régulièrement, avec un léger tassement pour les deux dernières campagnes. De 206 milliers de tonnes en 1992, il a atteint un maximum de 293 milliers de tonnes en 2005, pour descendre à 280 milliers de tonnes en 2007. La part du plant certifié dans les surfaces plantées en France varie entre 70 et 84 %, taux le plus élevé qui s'est maintenu pour les deux dernières campagnes.

#### Les plants français s'exportent bien

Les ventes de plants français à l'étranger se situent régulièrement entre 80 milliers de tonnes et 100 milliers de tonnes. Pour la campagne en cours, elles dépassent 100 milliers de tonnes.

Ces ventes se font pour plus de 50 % vers les pays de l'Union européenne, principalement vers l'Espagne, mais aussi vers la Belgique, le Portugal, l'Allemagne et les Pays-Bas. Les Pays-Bas réalisent d'ailleurs traditionnellement une partie de leurs exportations à partir de marchandises françaises.

Les autres destinations du plant français sont les pays d'Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Égypte, Maroc) et du Moyen Orient, destinations en progression ces dernières années avec 46,5 % des ventes.

La Bretagne, principale région exportatrice, estime que ses expéditions à l'exportation totalisent 70 milliers de tonnes fin mars 2008.

Les achats de plants à l'étranger fluctuent entre 47 milliers et 55 milliers de tonnes au cours des trois dernières campagnes, et sont réalisés pour 90 % aux Pays-Bas. La balance commerciale est largement positive, avec un solde de + 23 millions d'euros.

soit une baisse de 5 %. Les importations restent stables, mais restent toutefois nettement inférieures aux exportations (1,6 million de tonnes).

Durant cette période, les principaux clients de la France gardent leur rang à l'exportation. L'Espagne, bien qu'en retrait de 126 milliers de tonnes par rapport à la précédente campagne, maintient de loin sa première place (583 milliers de tonnes). L'Italie est le deuxième pays importateur de pomme de terre française (399 milliers de tonnes), soit une baisse de 14 milliers de tonnes). La Belgique (217 milliers de tonnes) prend la troisième place devant les Pays-Bas (- 50 milliers de tonnes).

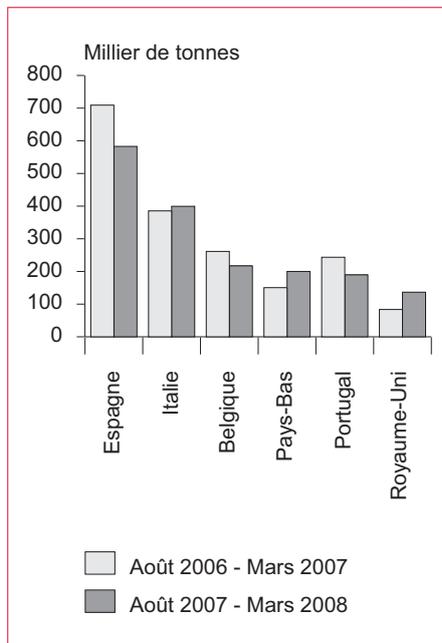
Les volumes exportés sont en baisse tant pour la pomme de terre de conservation que pour la pomme de terre transformée (621 milliers de tonnes), qui représentent respectivement 62 % et 30 % des exportations. La plus grosse part du volume de pomme de terre transformée est exportée sous forme de produits cuits et surgelés (81 %). À l'inverse, la pomme de terre de conservation ne représente que 17 % des importations, suivant la pomme de terre transformée qui en représente 77 %, soit deux points de plus qu'au cours de la campagne précédente.

En 2007/2008, le taux de couverture en volume est de 127 % contre 134 % en 2006/2007 pour l'ensemble de la pomme de terre (transformée et non transformée). Ce taux présente un grand écart entre la pomme de terre de conservation et la pomme de terre transformée, avec des valeurs respectives de 449 % et 50 %. Toutefois le déficit constaté sur les échanges de pomme de terre transformée a tendance à se réduire depuis 2004 ; et la tendance générale sur les dernières années, pour l'ensemble de la pomme de terre transformée et non transformée, est plutôt à l'augmentation de l'excédent.

Si le bilan est encore satisfaisant en volume, il l'est moins en valeur, puisque l'excédent sur cette période s'élève à 59 millions d'euros (163 mil-

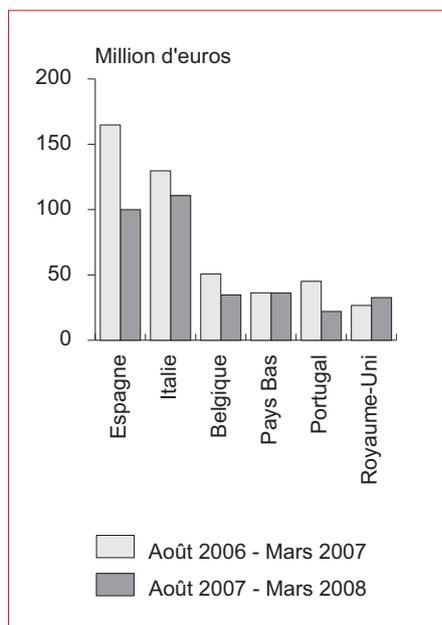
lions d'euros pour la même période de la campagne 2006/2007), avec un taux de couverture de 115 %.

### Baisse des volumes exportés, surtout à destination de l'Espagne



Source : Douanes

### En valeur, l'Italie devient le meilleur client



Source : Douanes

### En 2008, production record de pomme de terre transformée

Les débouchés de la pomme de terre transformée ont encore augmenté, principalement grâce à la hausse des volumes transformés en frites et chips, la transformation en féculé se maintenant.

Durant la campagne 2006/2007, les usines implantées en France ont transformé 1,2 million de tonnes de pomme de terre, soit une hausse de 10 % par rapport à la campagne précédente. C'est le plus fort tonnage jamais atteint sur les dix dernières campagnes. En parallèle, les exportations de pomme de terre destinée à la transformation alimentaire se sont élevées à 430 milliers de tonnes, contre 400 milliers précédemment. Cette augmentation des exportations de pomme de terre a été complètement effacée par la hausse des importations : plus de 260 milliers de tonnes de pomme de terre importées en 2006/2007, contre moins de 200 milliers précédemment.

En effet, la production française de produits surgelés, principal poste de l'industrie alimentaire de la pomme de terre, a atteint son record avec 450 milliers de tonnes fabriquées, contre 424 milliers précédemment. Dans un contexte de hausse des prix alimentaires, notamment des céréales et des laits, la pomme de terre reste un produit attractif au stade de la consommation.

L'industrie de la féculé aura quant à elle transformé 1 129 milliers de tonnes en 2007/2008, contre 1 131 milliers la campagne précédente, soit un niveau quasiment stable. La campagne féculière, décalée par rapport à celle de l'industrie alimentaire, est quasiment terminée.

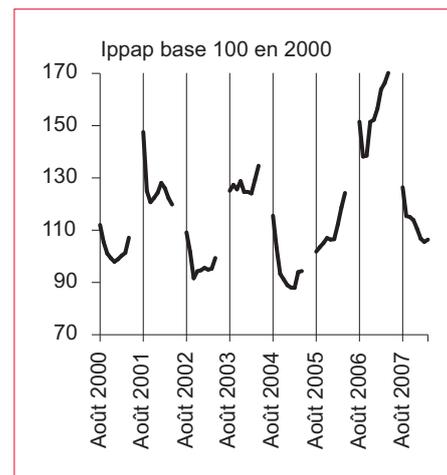
Source : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre (GIPT)

### Prix record pour la campagne 2006/2007, mais nettement en baisse dès le début de la campagne 2007/2008

Lors de la campagne 2006/2007, l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap base 100 en 2000) de la pomme de terre avait atteint son plus haut niveau depuis 1999. Pour les huit premiers mois de la campagne 2007/2008, il est en recul de 26 % (- 40 points) par rapport à celui de la même période de la campagne précédente. Cependant, il est inférieur de seulement 3 % à l'indice moyen des cinq dernières campagnes pour cette période.

Le prix moyen des neuf premiers mois de la campagne 2007/2008 de la bintje, principale variété produite en France, est inférieur de 53 % à celui de la précédente campagne sur la même période. En avril 2008, le prix était de 12 euros par quintal contre 35 euros en avril 2007. Depuis le début de campagne 2007/2008, la tendance est à la baisse, en sachant toutefois que la campagne 2006/2007 avait atteint des niveaux record et que les prix de la bintje sont particulièrement plus volatils que ceux des autres variétés, notamment de celles à chair ferme.

### Des prix records en 2006/2007 pour la pomme de terre



Source : Agreste, Insee

### Sources

- Statistique agricole annuelle
- Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
- Groupement National Interprofessionnel des Semences et plants
- Comité Interprofessionnel de la Pomme de terre
- Douanes : données de commerce extérieur

### Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Le prix des pommes de terre de conservation s'envole dans un contexte de production réduite », Synthèse Pomme de terre, mars 2007
- Infos rapides Grandes cultures et fourrages

### Organismes et abréviations

GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre

CNIPT : Comité Interprofessionnel de la Pomme de terre

GNIS : Groupement National Interprofessionnel des Semences et plants

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Légumes

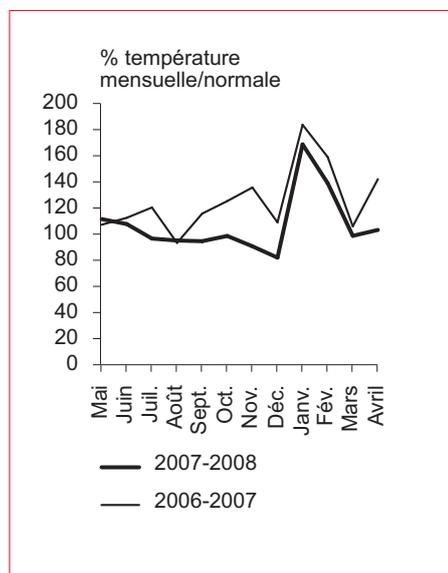
Synthèse juin n° 2008/27

Retour éditorial

## Campagne moyenne pour les légumes d'hiver

**L**a production des légumes de l'hiver 2007/2008 a été contrariée par un automne frais et un hiver très doux, d'autant que ce phénomène a été général dans l'ensemble de l'Europe. Les calendriers de production ont été modifiés par rapport à ceux de l'an passé. Les marchés ont été perturbés par des concurrences plus vives entre régions productrices mais également entre les différentes variétés de légumes. La morosité des marchés s'est étendue à l'ensemble des légumes d'hiver. Globalement, la campagne de légumes d'hiver - carotte, endive, chou-fleur - a été finalement moyenne, sauf pour la laitue, dont l'hiver a été particulièrement difficile avec une rentrée en crise en février.

### Automne froid et hiver chaud



Source : Agreste - Météo France

### Carotte : calendrier de production et commercialisation perturbés par les conditions météorologiques

La réduction des **surfaces** au niveau national se poursuit (- 1 %). Cette diminution concerne le seul bassin de l'Ouest (- 7 %).

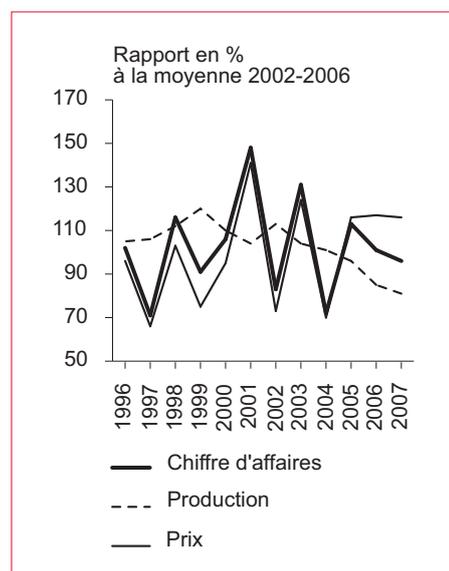
La **production** nationale de carotte est limitée pour la campagne 2007/2008. Tous les bassins sont concernés par cette baisse de production. En effet, les conditions météorologiques ont perturbé le calendrier de production. Ainsi, la production d'août et septembre marquant l'arrivée de la carotte d'hiver, était en recul de 10 % par rapport à l'année précédente. De plus, à la suite du coup de froid de novembre, le Sud-Ouest,

principal bassin de production, a enregistré une baisse de 30 % de sa production au mois de décembre 2007. Les carottes d'hiver représentent 76 % de la production totale de carotte.

Le **marché** a manqué de dynamisme. Le déficit de l'offre au début de cette campagne d'hiver a permis aux prix de se maintenir à un niveau plus élevé que celui de l'an passé et nettement au-dessus de celui de la moyenne quinquennale. À partir de novembre, les prix fléchissent légèrement jusqu'au dernier mois de campagne dans un marché peu actif. Contrairement aux autres légumes d'hiver, le coup de froid du mois de novembre n'a pas dynamisé la demande en carotte. Aussi, la hausse habituelle des cours de la carotte au mois de jan-

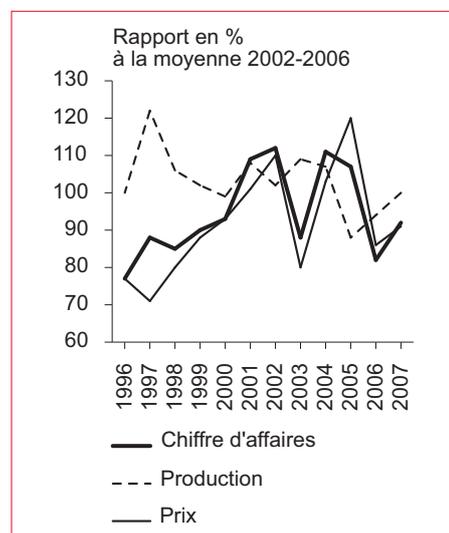
vier n'est pas survenue. Ceux-ci ont même fléchi pour passer en dessous de la moyenne quinquennale. Ainsi la campagne de commercialisation s'achève dans la morosité. Cependant, même si elle a été plus difficile depuis le mois de décembre, la commercialisation est satisfaisante. L'indicateur du chiffre d'affaires est en diminution de 5 % par rapport à celui de l'an passé, mais correspond à la diminution de la production. Sur les cinq dernières années, l'indicateur de chiffre d'affaires est en retrait de seulement 4 %, contre - 19 % pour la production en lien avec une baisse de 6 % des surfaces.

### Carotte : baisse du chiffre d'affaires liée à celle de la production de carotte



Source : Agreste

### Campagne de chou-fleur 2007/2008 : chiffre d'affaires soutenu par la hausse de la production



Source : Agreste

### Chou-fleur : campagne atypique avec un pic de production en janvier

Les **surfaces** en chou-fleur diminuent. Elles régressent de nouveau pour la campagne 2007/2008 de 5 %, après la stabilité de la campagne 2006/2007. Elles diminuent de 9 % sur les cinq dernières années. À dire d'experts, certains producteurs diversifient leurs cultures, se tournant vers d'autres légumes frais ou bien vers les cultures céréalières.

Cependant la **production** est en hausse de 6 % par rapport à la campagne précédente. En effet, de meilleurs rendements ont été obtenus grâce à l'utilisation de plus en plus fréquente par les producteurs de variétés hybrides. Au cours de cette campagne, un volume de 366 milliers de tonnes a été produit. La succession de conditions climatiques très diverses ont fortement influencé le calendrier de production du chou-fleur en France. Ainsi la production de chou-fleur d'automne a démarré en retard et celle d'hiver en avance, provoquant un télescopage. Le pic de production s'est donc produit en janvier, ce qui est inhabituel.

C'est donc tout naturellement que les **marchés** se trouvent déséquilibrés à cette période, d'autant que ce phénomène s'est également produit en Europe. Pourtant, la commercialisation du chou-fleur avait bien commencé avec des prix élevés pour le début de la saison du chou-fleur d'automne. Le temps frais a eu pour effet de doper la consommation de celui-ci, mais en a également freiné la production. Très vite les épisodes de redoux de l'automne favorisent nettement les mises en marchés, avec pour conséquence le début de la baisse des cours. Dans un premier temps, les exportations et les transferts vers l'industrie de transformation ont permis l'écoulement du produit. Mais, dès le mois de janvier, la surproduction du chou-fleur, due au redoux persistant dans l'ensemble de l'Europe, a entraîné une saturation des marchés. De nombreux invendus ont été enregistrés. Il faut attendre la baisse des volumes en avril, le temps froid en fin de campagne, pour un retour à des prix élevés pour la saison, dans un marché redevenu dynamique particulièrement à l'exportation.

Bien que cette campagne soit atypique, l'indicateur du chiffre d'affaires est en hausse de 12 % par rapport à la précédente campagne précédente. Celui-ci est tiré à la fois par une bonne tenue des prix en début de campagne et par des volumes supérieurs à ceux de la campagne précédente. Cependant, cet indicateur de chiffre d'affaires est inférieur à celui de la moyenne des cinq dernières années, conséquence du prix moyen également inférieur à cette même moyenne. Toutefois, cette baisse est à relativiser par la diminution des surfaces de 9 % par rapport à la moyenne quinquennale.

### Salade : un hiver difficile à passer

En 2007, les **surfaces** d'hiver en salade s'étendant sur 8 400 hectares diminuent pour la chicorée, mais restent stables pour la laitue. Elles se situent ainsi dans la moyenne des cinq dernières années. Les surfaces les plus touchées par cette baisse pour la chicorée sont les surfaces plantées en scarole : elles perdent respectivement, sur un et cinq ans, 9 % et 16 %.

Cependant, la **production** de la chicorée d'hiver est plus élevée que celle de l'an passé de 5 %, soit 99 millions de têtes, et en retrait pour la laitue d'hiver de 4 %, soit 549 millions de têtes. Le temps frais, venteux et sec de l'automne a ralenti la pousse des salades dans un premier temps, provoquant même un creux de production en novembre et décembre. Au contraire, au mois de janvier, la douceur des températures dope la production des salades. Ainsi les volumes les plus conséquents de la campagne d'hiver se prolongent d'un mois par rapport à la campagne précédente.

Cet hiver, la **commercialisation** de la salade a été décevante. La laitue est particulièrement touchée, avec des prix qui s'installent dès le début de la campagne d'hiver en dessous de ceux de la moyenne quinquennale. L'offre et la demande restent très modérées. Le marché à l'exportation est irrégulier et concurrencé par la Belgique. La traditionnelle période des fêtes de fin d'année, favorable à l'ensemble des salades, a relancé la demande, permettant aux prix de se ressaisir un peu. En revanche, dès janvier, la douceur

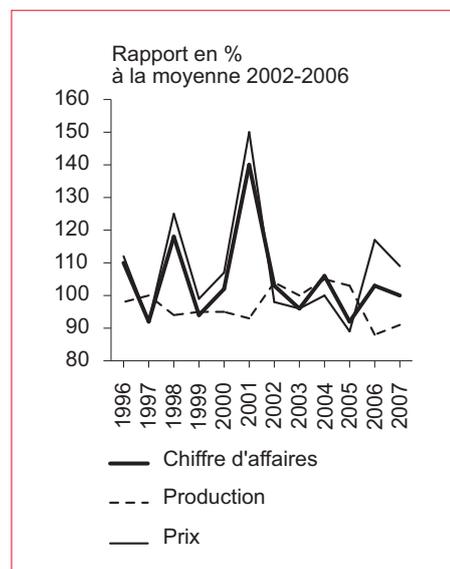
des températures dope la production de l'ensemble des variétés de salades dans toutes les régions productrices européennes provoquant ainsi une vive concurrence. Au début de l'année, importations et exportations sont en baisse. En février, le marché est dés-équilibré et confrontée à la crise. Situation inhabituelle à cette période, les prix chutent durablement et des retraits ont lieu. La fin de campagne

retrouve un certain équilibre, favorable à la chicorée, qui enregistre une hausse des prix, contrairement à la laitue. Et même si, pour la salade, l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) est supérieur de 2 % par rapport au même mois de l'an passé et de 31 % par rapport à la moyenne quinquennale, cette campagne aura été très difficile.

Sur l'ensemble de la campagne de la salade d'hiver, l'indice moyen des prix des produits agricoles à la production est tout de même supérieur à celui de l'an passé de 10 % mais reste inférieur de 1 % par rapport à l'indice moyen quinquennal.

Les mises en bacs des endives permet de maîtriser en partie la production. Dès septembre, l'endive est de retour sur **les marchés**. Toutefois, l'offre est moins importante que prévu sur les deux premiers mois de la campagne, en raison de problèmes sanitaires et de qualité et les prix ont été d'un bon niveau, s'alignant presque sur leur niveau de 2006 à la même période. Mi-novembre, les températures douces mais également les prix attractifs de la salade concurrente, semblent détourner le consommateur des endives. Les prix ont donc chuté face à la montée en puissance de l'offre d'endives et de cette demande peu dynamique. Décembre et janvier marquent le retour à un marché plus dynamique dans un contexte d'offre importante, avant de se dégrader à nouveau. Malgré les mises en avant et les dégagements vers l'industrie, le marché est resté déséquilibré et fragile sur les derniers mois, n'échappant pas à la morosité des marchés des légumes d'hiver. Finalement, pour cette campagne, l'indicateur du chiffre d'affaires devrait se situer dans la moyenne quinquennale. Les prix étant inférieurs à ceux de la campagne précédente, l'indicateur du chiffre d'affaires devrait être également inférieur à celui de l'an passé (- 3 %). La progression de la production compense en effet en partie la baisse des prix.

### Endive : une campagne 2007/2008 moyenne



Source : Agreste

### Endive : forte concurrence des autres salades

Les **surfaces** en racines d'endive sont stables pour la campagne 2007/2008 par rapport à l'année précédente. Ces surfaces ont tout de même diminué de 12 % en cinq ans.

La **production** de racines d'endive est quasi stable. À 226 milliers de tonnes, la production estimée de chicons augmente de 5 % par rapport à celle de l'an passé particulièrement faible. Les rendements sont également meilleurs que ceux de l'an passé. La possibilité pour les producteurs de réguler les

## Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture Légumes réalisée par le Scees
- Service des Nouvelles de Marché
- Fel Actualités d'Interfel

## Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Infos rapides Légumes, avril 2008
- « Une campagne qui n'a pas tenu ses promesses », Infos rapides Carotte, avril 2008
- « Campagne meilleure que la précédente », Infos rapides Chou-fleur, mai 2008
- « Offre limitée en mars », Infos rapides Endive, avril 2008
- « Déception pour la laitue », Infos rapides laitue, avril 2008
- « Goût amer pour la fin de campagne », Infos rapides Chicorée, avril 2008

[Retour éditorial](#)

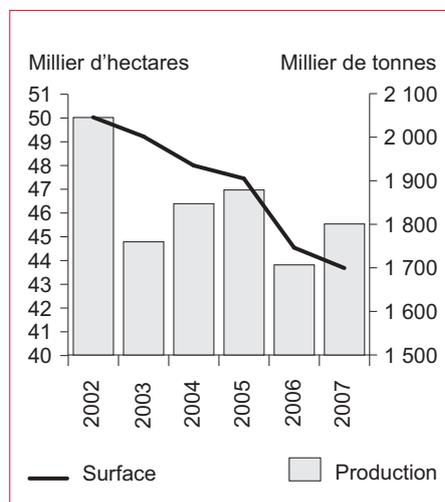
## Campagne de pomme de table dynamisée par la hausse des exportations

**L**a campagne 2007/2008 de la pomme de table s'est déroulée jusque-là dans un contexte favorable : récolte légèrement en dessous de la moyenne, exportations meilleures, importations modérées, et niveaux de prix au-dessus de la moyenne depuis des mois. Elle suit une campagne 2005/2006 particulièrement morose, marquée par une bonne récolte mais des prix notablement bas, puis une campagne 2006/2007 moins productive en volume mais beaucoup plus florissante en termes de prix.

### En 2007, volume normal de récolte

En 2007, la récolte de pomme de table dans les vergers et sur les arbres isolés est estimée à 1 800 milliers de tonnes. Elle se situe en dessous de 3 % de la moyenne des cinq récoltes 2002 à 2006 et dépasse de 6 % la petite production de 2006. Au printemps 2007, la floraison s'est bien passée, malgré des dommages de grêle signalés par la suite dans certains vergers. En France métropolitaine, les surfaces ont encore été réduites de 2 % par rapport à 2006. Selon l'enquête Structure des vergers réalisée par le Sceaes en 2007, la superficie du verger de pommiers a baissé de 18 % depuis 2002.

### Diminution des vergers de pommiers de table en France métropolitaine



Source : Agreste

### Pendant la campagne 2007-2008, moins d'importations et plus d'exportations

Sur les huit premiers mois de la campagne 2007/2008, entre août et mars, le bilan commercial est plus favorable par rapport à l'année précédente et à la moyenne des cinq dernières campagnes. Sur cette période, les importations françaises sont inférieures de 9 % aux volumes observés l'année précédente et de 6 % à la moyenne des cinq dernières campagnes. En revanche, les exportations se sont améliorées de 14 % en un an et de 4 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

La répartition des échanges entre l'Union européenne et les pays tiers

se modifie. L'Union européenne reste largement majoritaire dans ces échanges (environ 80 %) mais les pays tiers prennent de l'importance tant à l'importation qu'à l'exportation. Les importations françaises en provenance de pays européens sont en dessous de la moyenne quinquennale de 9 % comme pour l'ensemble mais, en provenance des pays tiers, elles progressent en volume de 7 %. Les exportations vers les pays tiers dépassent nettement la moyenne, de 35 % entre août 2007 et mars 2008 mais, vers les pays européens, ne baissent que légèrement (- 3 %).

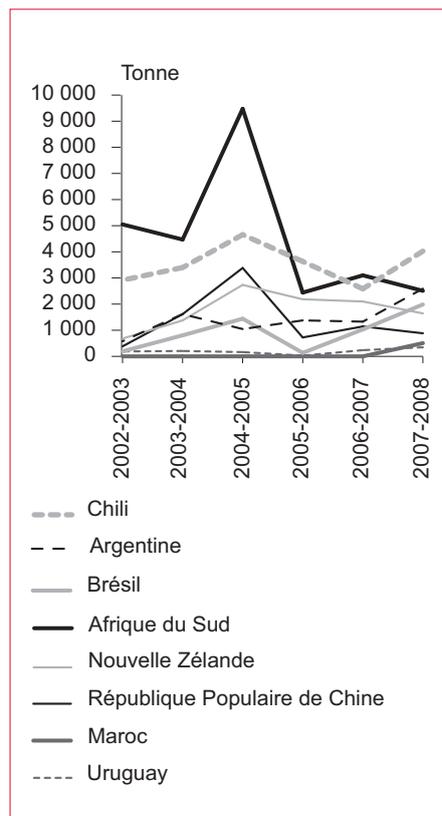
### Les pommes d'Amérique du sud repartent à la hausse

Entre août 2007 et mars 2008, les principaux fournisseurs de la France en pomme de table restent la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, l'Espagne et le Chili, ainsi que l'Allemagne qui a fourni, sur cette période, des volumes à peine inférieurs à ceux du Chili. Mais, en dehors de l'Union européenne, les importations en provenance du Maroc (3 %), qui occupe maintenant le septième rang, se sont amplifiées au cours de cette campagne.

Les importations en provenance du Chili augmentent de nouveau en volume : en 2007/2008, il représente à lui seul un quart des importations provenant des pays tiers. Les volumes d'Argentine (16 %) augmentent de nouveau cette année ; ceux du Brésil (12 %) gardent la dynamique de progression amorcée au cours de la campagne précédente. Au contraire, les pommes d'Afrique du Sud (15 %) et de

Nouvelle-Zélande (10 %) arrivent moins nombreuses. La République populaire de Chine (5 %) maintient un volume à peu près équivalent à ceux des deux dernières campagnes. Les importations en provenance d'Uruguay augmentent toujours, lentement, même si elles sont dépassées en 2007/2008 par le Maroc.

### Chili, principale origine des importations françaises de pommes



Source : Douanes

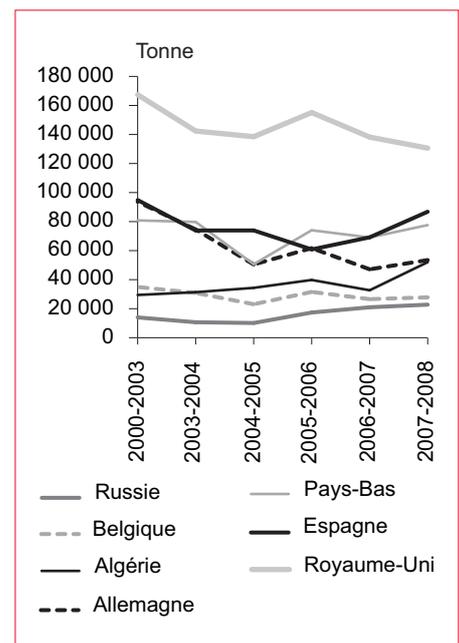
### Les exportations vers l'Algérie atteignent le niveau des exportations vers l'Allemagne

Entre août 2007 et mars 2008, le Royaume-Uni, qui reçoit encore 22 % des sorties françaises, reste la principale destination des pommes françaises et de loin le meilleur client de la France, même si sa part se réduit quelque peu. L'Espagne (14 %) est le deuxième destinataire, légèrement devant les Pays-Bas (13 %). Les exportations vers l'Algérie ont augmenté, en volume, de plus de la moitié par rapport à la dernière campagne et à la moyenne des cinq dernières campagnes. Sur la période d'août 2007 à mars 2008, l'Algérie rejoint ainsi l'Allemagne parmi les cinq principales destinations des pommes françaises.

### Prix à la production au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes

Par rapport aux prix moyens des cinq dernières années, selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), les prix de la pomme de table se sont maintenus jusqu'en mars 2008 à des niveaux corrects, en raison

### Royaume-Uni : principal acheteur européen des pommes françaises



Source : Douanes

### Amélioration du solde commercial par rapport à la campagne précédente et à la moyenne des cinq dernières campagnes

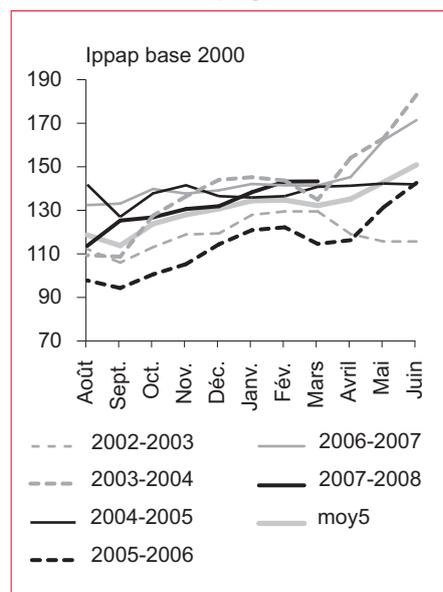
Unité : tonne

	Production	Importations	dont imp. de l'UE	Exportations	dont exp. vers l'UE	Disponible
Août 2007 - Mars 2008	1 800 747	73 411	57 037	- 601 852	- 464 122	1 272 306
n/n-1	6 %	- 9 %	- 15 %	14 %	8 %	1 %
n/moy. quinq.	- 3 %	- 6 %	- 9 %	4 %	- 3 %	- 5 %

Sources : Agreste, Douanes

d'une offre modérée (- 5 % par rapport à la moyenne) et grâce à des exportations satisfaisantes. Nettement au-dessus des niveaux très bas de la campagne 2005/2006, les cours de début de campagne n'atteignaient tout de même pas le cours moyen quinquennal mais, à partir de septembre, ils l'ont rapidement dépassé. Au cours du dernier trimestre 2007, ils en sont restés très proches, le marché intérieur étant très souvent perçu comme peu actif sur cette période. Depuis début 2008, ils sont remontés et le dépassent à nouveau de façon significative.

### Prix à la production 2007-2008 proches de la moyenne au cœur de campagne



Source : Agreste (Scees)

### Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture fruitière (Agreste, Scees)
- État des stocks de pommes et de poires (Agreste, Scees)
- Service des Nouvelles de Marché
- Fel Actualités d'Interfel
- Prognosfruit

### Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Manque de débouchés en octobre pour la récolte désormais bien avancée », Infos rapides Pommes n° 6/6, novembre 2007
- « Déstockage bien avancé et marché actif en pommes », Infos rapides Stocks pommes poires, n° 7/10, avril 2008

# ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

## Consommation de viande

Synthèse juin n° 2008/29

[Retour éditorial](#)

### Regain de la consommation de viande blanche en 2007

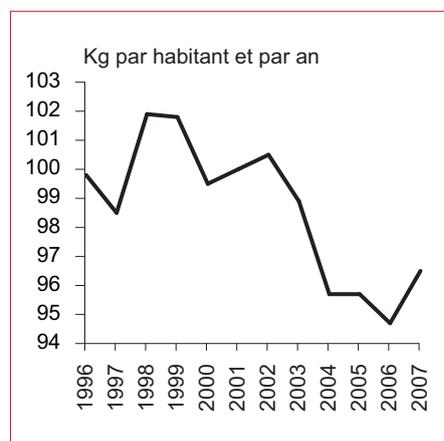
***En 2007, la consommation de viande augmente après trois années très basses. Cette augmentation se porte principalement sur le poulet. À l’opposé, la consommation de viande de mouton et d’agneau accélère sa chute. Les habitudes alimentaires évoluent, favorisant les achats par les ménages de produits élaborés, tels que la découpe de poulet, au détriment du poulet entier.***

#### En 2007, la consommation de viande par habitant remonte

La consommation humaine de viande en France, calculée par bilan, recouvre l’ensemble de la consommation humaine, au foyer, hors foyer ou sous forme de plats cuisinés. Elle est de 96,5 kg par personne en 2007. Elle se redresse de presque deux kilogrammes par rapport à l’année précédente, et d’environ un kilogramme par rapport aux années 2004 et 2005, où le niveau était bas.

La tendance à la baisse depuis 1999 a été heurtée par les crises sanitaires

#### La consommation de viande rebondit en 2007



Source : Agreste, bilans

qui ont touché les filières de la viande. La baisse moyenne entre 1998 et 2006 est de - 0,9 % par an.

L’encéphalite spongieuse bovine (ESB) en 1996 et 2000 a perturbé la filière bovine, provoquant une crise de confiance des consommateurs. En 2001, la fièvre aphteuse a provoqué une insuffisance de l’offre de viande ovine. Enfin, l’influenza aviaire, qui a sévi fin 2005 et en 2006, a perturbé temporairement la demande de volaille. Mais l’impact des crises sanitaires sur les habitudes alimentaires paraît ne pas durer plus d’une année.

## Une année 2007 marquée par la hausse des matières premières agricoles

Le secteur agricole a été profondément touché en 2007 par la hausse des cours des matières premières et de l'énergie, entraînant un bond des coûts de production. En décembre 2007, le prix de l'énergie s'est accru sur un an de 20 %, les engrais et amendements de 24 % et les aliments des animaux de 23 %.

La hausse de prix des intrants pèse plus lourd dans les filières hors-sol, porcs et volailles, où elle atteint + 21 % en décembre sur un an, alors qu'elle est de + 13 % pour les exploitations orientées vers l'élevage d'herbivores (y compris veaux de boucherie).

Durant l'année, les médias ont insisté sur les hausses de prix constatées dans la distribution, surtout dans le deuxième semestre, et le pouvoir d'achat a été au centre du débat politique et des soucis des consommateurs. Cela a sans doute rendu les consommateurs plus réactifs aux prix dans leurs achats.

### Essor de la consommation de viande blanche

Cette relative embellie de 2007 est surtout due au développement de la consommation de volailles, qui gagne un kilogramme en un an (24,6 kg par an et par habitant).

La crise de l'influenza aviaire de fin 2005 et 2006 n'a eu que peu d'impact sur la consommation annuelle de volaille : grâce à son court cycle, la production a repris rapidement, lorsque les inquiétudes des consommateurs ont été apaisées.

En 2001, la consommation de volaille avait marqué un pic, dépassant momentanément la consommation de viande bovine, atteinte par la crise de l'ESB de fin 2000 et 2001. Cet essor de la consommation de volaille s'est accompagné en 2001 d'une forte augmentation de prix (+ 10 %), alors que les prix de la viande bovine augmentaient beaucoup moins (+ 4 % en 2001) puis restaient assez stables en 2002-2003. L'avantage gagné sur la viande bovine en 2001 ne s'est pas prolongé.

## Des choix de consommation influencés par les crises sanitaires

Consommation humaine apparente\*

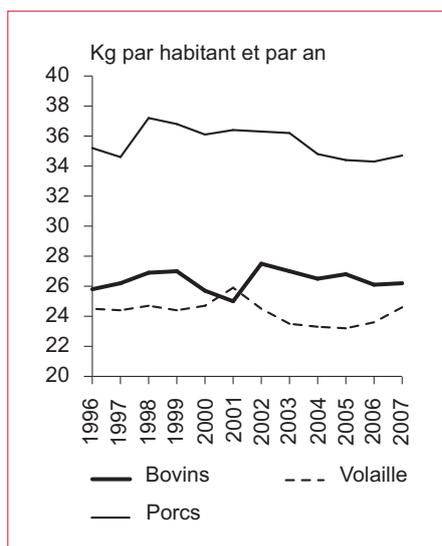
Unité : kg/habitant/an

	1996	2000	2005	2006	2007
<b>Total viandes</b>	<b>99,8</b>	<b>99,5</b>	<b>95,7</b>	<b>94,7</b>	<b>96,5</b>
Bovins	25,8	25,7	26,8	26,1	26,2
Porcs	35,2	36,1	34,4	34,3	34,7
Moutons et chèvres	5,3	5,0	4,2	4,1	3,9
Équidés	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4
Volaille	24,5	24,7	23,2	23,6	24,6
Autres	6,1	5,5	5,1	4,9	5,3
Abats	2,3	2,0	1,6	1,4	1,3

\* Consommation estimée dans les bilans.

Source : Agreste, bilans

### La consommation de volaille tend à rattraper celle de bovins



Source : Agreste, bilans

### Légère reprise pour la viande bovine et le porc

Le porc reste largement l'animal le plus consommé (34,7 kg par personne en 2007). Sa consommation stagne depuis trois ans, à un niveau relativement faible, si on le compare au niveau atteint en 1998.

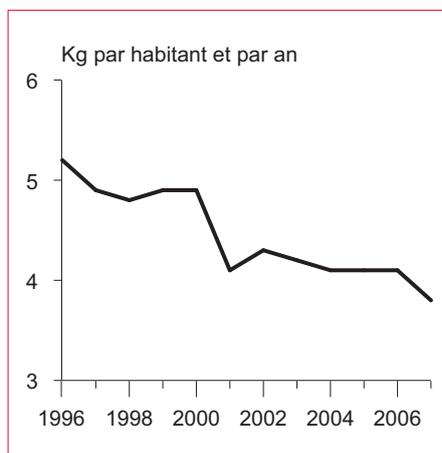
La consommation de viande bovine remonte légèrement entre 2006 et 2007, après un repli assez régulier entre 2002 et 2006. Elle paraît stabilisée après la crise de l'ESB de 2001. Si les tendances de 2007 se prolongent, elle pourrait être rattrapée ou dépassée dans quelques années par la consommation de volailles.

### La viande ovine est en déclin

La consommation de viande ovine, agneau et mouton, poursuit son déclin régulier. La crise de la fièvre aphteuse de 2001 a entraîné un effondrement durable de l'offre, en particulier à cause de la chute des importations en provenance du Royaume-Uni, où le cheptel ne s'est pas reconstitué. En France, la filière du mouton pour la viande connaît des difficultés économiques et le cheptel ovin pour la viande subit une baisse tendancielle. Cette baisse de l'offre s'est accompagnée du maintien de prix à la consommation élevés, freinant la demande.

Les abats sont de moins en moins consommés. Enfin la consommation de viande de cheval reste très marginale et stable dans le temps.

### Baisse de la consommation de viande ovine



Source : Agreste, bilans

## Succès du poulet

Consommation humaine apparente\*

Unité : kg/habitant/an

	1996	2000	2005	2006	2007
<b>Volaille</b>	<b>24,5</b>	<b>24,7</b>	<b>23,2</b>	<b>23,6</b>	<b>24,6</b>
Gallus	14,5	13,7	13,5	13,5	14,8
dont poulet	12,8	12,1	12,2	12,3	13,6
autres gallus	1,7	1,6	1,3	1,3	1,2
Dinde	6,5	6,8	5,8	5,8	5,6
Canard	2,5	3,3	3,3	3,5	3,5
Pintade	0,9	0,8	0,7	0,6	0,7
Autres volailles	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1

\* Consommation estimée dans les bilans.

Source : Agreste, bilans

### Le poulet prend plus de place dans l'alimentation humaine

Parmi les différentes volailles, seul le poulet montre des signes nets d'expansion en 2007. Sa consommation est en augmentation de 1,3 kg par habitant par rapport à l'année précédente.

Les effets de la crise de l'influenza aviaire de fin 2005-2006 sont terminés, et le poulet a retrouvé auprès du public une image positive. Par contre la dinde est en déclin. Alors qu'elle avait été relativement épargnée par la crise de l'influenza aviaire, la filière dinde connaît une crise structurelle, et une réduction de ses débouchés. La consommation de canard reste modeste, mais est plutôt en expansion par rapport aux années passées.

### L'attractivité des viandes est liée à leur prix

Les niveaux de prix et les évolutions varient beaucoup selon l'espèce animale. Ils ont un effet certain sur la consommation de viande, que ce soit dans les achats des consommateurs pour leur consommation personnelle ou dans la consommation hors domicile.

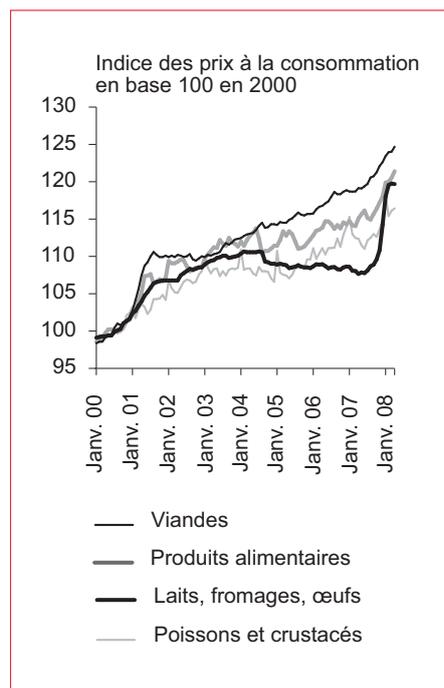
### Une grande palette de prix

Prix moyen à la consommation (en euro/kg)	En 2007
Filet de bœuf	32,96
Bifteck de bœuf dans la bavette	18,50
Escalope de veau	20,88
Gigot d'agneau raccourci	15,96
Rôti de porc dans le filet	9,17
Lapin entier	8,16
Poulet prêt à cuire	4,41

Source : Insee, TNS (poulet pac)

Le prix de la viande a augmenté en 2007 plus vite que les prix de l'ensemble des produits alimentaires. Cela est vrai sur un an comme sur une période plus longue. Si on compare les évolutions des prix par rapport à 2000, les viandes apparaissent comme le poste de consommation de produits animaux ayant eu les plus fortes augmentations de prix. Les produits laits, fromages, œufs se sont beaucoup renchérissés durant le dernier trimestre de 2007, mais c'est après plusieurs années de stabilité ou de baisse des prix.

### Tendance à la hausse du prix des viandes

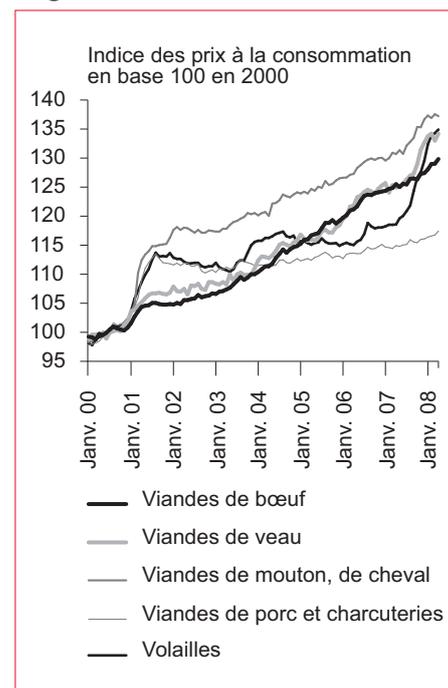


Source : Insee (rebasage 2000 = 100)

Les viandes de bœuf, de veau et d'agneau sont considérées par les consommateurs comme des viandes chères. Leur prix est en effet relativement élevé, et de plus il s'est accru fortement sur les quatre dernières années, renforçant l'impression de cherté, qui est un frein pour les achats. À l'inverse, le porc est bon marché et de plus son prix a peu augmenté : son attrait auprès des consommateurs en tant que viande banalisée est solide. Le porc fait l'objet de promotions régulières, ce qui renforce la perception de prix bas.

Les prix de la volaille ont subi de fortes augmentations en 2007, liées à la répercussion sur les prix de vente des hausses de prix des aliments pour volaille. De plus, l'offre a été limitée au premier semestre, à cause des plus faibles mises en place qui ont suivi la crise de l'influenza aviaire. Malgré ces hausses, le niveau de prix reste modeste par rapport à la viande bovine ou ovine. Les volailles gardent ainsi leur attrait aux yeux des consommateurs. En particulier, le poulet présente

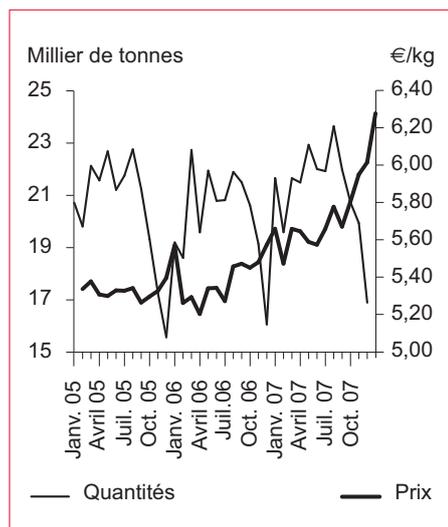
### Le prix de la volaille a beaucoup augmenté en 2007



Source : Insee (rebasage 2000 = 100)

à la fois une forte augmentation de prix à la consommation en 2007 (+ 5,2 %) et un net accroissement des quantités consommées (+ 10,6 %). L'expansion de la consommation de poulet paraît surtout profiter d'un moindre intérêt du consommateur pour les viandes rouges, plus chères.

### Quantités et prix du poulet en hausse



Source : TNS - Word Panel

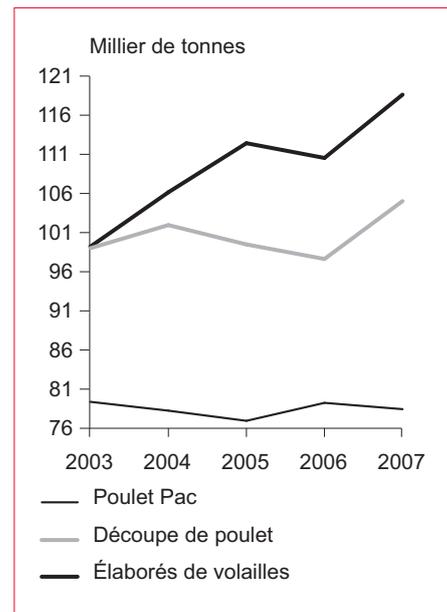
### Vers des produits plus élaborés

Les données recueillies par TNS-World Panel traduisent des évolutions dans les habitudes d'achats pour la consommation à domicile. Le choix des ménages se porte de plus en plus sur des produits élaborés et transformés, qui sont d'un usage plus pratique.

Les achats de viande bovine fraîche par les ménages augmentent en quantité de 2,1 % par rapport à 2006. Cette performance repose sur le développement de la viande hachée (+ 3,4 %) qui représente plus de 20 % du poste. Les élaborés de volaille sont en essor. Les quantités vendues augmentent de 7 % en un an (+ 20 % en quatre ans) La découpe de poulet s'est elle aussi développée en 2007, en augmentation de 8 % (+ 6 % en quatre ans). À l'opposé, les quantités de poulet entier prêt à cuire (pac) baissent de 1 % (- 1 % en quatre ans).

Pris dans leur ensemble (viande de boucherie et volaille), les produits élaborés progressent en 2007 de 3 %, alors que les produits surgelés régressent de 3 %.

### Découpe de poulet et élaborés de volaille se développent en 2007, en quantité...



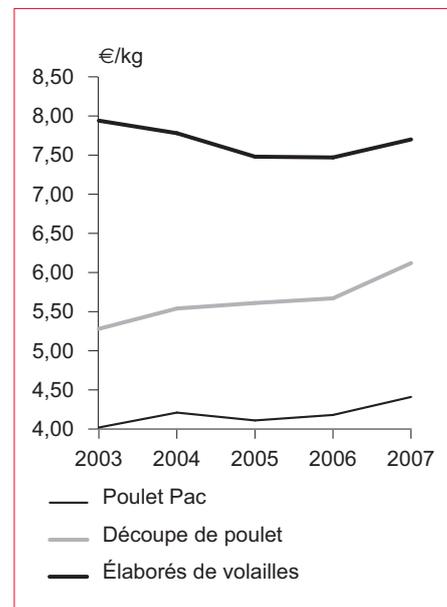
Source : TNS - Word Panel

### Des craintes pour la consommation de viandes rouges en 2008

Les hausses des prix alimentaires qui s'étaient renforcées en novembre et décembre 2007 continuent en 2008. Ainsi, entre décembre 2007 et avril 2008, l'indice des prix à la consommation augmente de + 2,8 % pour l'ensemble des produits alimentaires, et de + 1,7 % pour la viande. Les évolutions de prix des viandes rouges vont de + 0,4 % pour le mouton et le cheval, à + 1,9 % pour la viande de bœuf, alors que le prix de la volaille augmente de 4,2 %.

La consommation de viandes calculée par bilan, qui reprend l'ensemble de la consommation en France, à domicile et hors foyer, est en baisse durant le premier trimestre 2008. Elle est ainsi en retrait par rapport au premier trimestre 2007 de - 3 % pour les gros bovins, - 10 % pour le veau, - 6 % pour les ovins. La viande de porc ne baisse que de 1 %. Celle de volaille, quant à elle, est stable.

### ... et en prix



Source : TNS - Word Panel

## Sources

■ La consommation estimée par bilan reprend l'ensemble des utilisations de viandes pour l'alimentation humaine, sur le territoire national. Elle est mesurée en tonnes équivalent carcasse (tec).

Cette définition recouvre la consommation des ménages à domicile, les achats de viande par les collectivités et la restauration, ainsi que par les entreprises de transformation. Elle comprend donc toute la viande consommée par l'ensemble de la population, que ce soit au foyer, hors foyer, ou sous forme de plats cuisinés.

Elle est calculée à partir des abattages, augmentés des importations de viandes, diminués des exportations et des variations de stocks.

La consommation observée par TNS-World Panel repose sur les relevés d'un panel de consommateurs, les résultats sont ensuite extrapolés à l'ensemble de la population. La consommation hors foyer n'est pas couverte. Les résultats du panel TNS pour le début de 2008 sont indisponibles à ce jour.

# ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

## Prix agricoles et alimentaires

Synthèse juin n° 2008/30

Retour éditorial

### Hausse exceptionnelle des prix agricoles en rupture avec une longue régression

**D**epuis le début des années quatre-vingt-dix, les prix agricoles ont régressé en euros courants alors que les prix alimentaires ont progressé régulièrement.

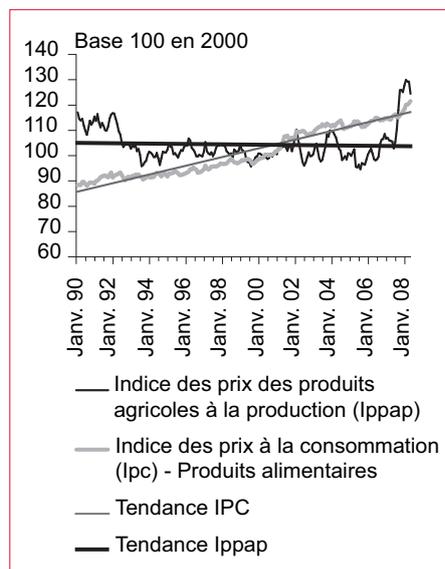
Après cette longue régression, la hausse des prix agricoles persistant depuis le second semestre 2007 constitue un phénomène exceptionnel. Ils ont été dopés par les céréales et le lait de vache dont les hausses de prix sur un an ont été spectaculaires. La hausse des prix à la production s'est diffusée plus ou moins massivement aux produits alimentaires selon leur degré de transformation. Les prix des viandes et des produits laitiers ont été les plus touchés.

**Depuis 1992, les prix agricoles ont régressé alors que les prix alimentaires ont progressé régulièrement**

Pour les prix alimentaires, la hausse actuelle constitue une accélération sur une tendance déjà haussière. Depuis 1990, les prix alimentaires ont en effet progressé à un rythme annuel régulier et modéré, ne dépassant pas 2 % sauf en 2001 (+ 5,8 %). Depuis le début de l'année 2008, la hausse mensuelle en glissement annuel se stabilise au-dessus de 5 % à un niveau proche de 2001, l'augmentation ayant démarré en octobre 2007.

Pour les prix agricoles, la hausse actuelle correspond au contraire à un retournement de tendance. Amorcée en 2006, elle perdure depuis juin

**Depuis 1990, les prix à la production et à la consommation ont évolué de façon inverse**



Source : Insee, Agreste

2007 et son ampleur est très nettement plus forte qu'en 2001 et 2003. À un niveau élevé jusqu'en 1992, les prix à la production n'avaient pas cessé de baisser en valeur réelle en raison des gains de productivité et de l'évolution de la Politique agricole commune.

**Le caractère exceptionnel de la hausse, persistante depuis juin 2007, résulte de facteurs multiples qui agissent simultanément**

En juin 2007, les prix à la production ont entamé une fulgurante ascension et, malgré un reflux en avril 2008, ils se maintiennent globalement à un niveau extrêmement élevé. L'écart spectaculaire, qui s'est creusé depuis le second semestre 2007 entre les prix actuels et les prix moyens des cinq

dernières années, témoigne du caractère exceptionnel de cette hausse : en mars 2008, l'écart a frôlé 25 % pour l'ensemble des produits agricoles.

Pour les grandes cultures, en septembre 2007, mois culminant de leur hausse, cet écart a atteint 81 % pour l'ensemble, 124 % pour les céréales, et jusqu'à 132 % pour le blé tendre. Bien que l'écart se soit réduit en avril 2008 et se rapproche de celui de juillet-août 2007 avant la flambée des prix des céréales, il reste encore important (53 % pour l'ensemble des grandes cultures et 83 % pour le blé tendre). Pour les oléagineux, la hausse des prix s'est accélérée plus tard que pour les céréales, à partir du dernier trimestre 2007, et surtout au cours du premier trimestre 2008 : le prix du colza dépasse alors de 100 % le prix moyen quinquennal. Quant au prix du maïs, dont l'écart avait aussi dépassé 100 % en septembre 2007, il a subi une pression à la baisse pour soutenir la concurrence des maïs sud-américains (*Les cours du maïs sont en repli mais*

*le blé tendre meunier reste cher, Agreste Conjoncture, mars 2008*) ; malgré cette baisse continue, il reste plus cher que les maïs importés.

La hausse s'installe maintenant depuis le second semestre 2007 et dépasse nettement les hausses de 2001 et 2003. Ce retournement frappant de l'évolution des prix agricoles est le résultat de facteurs multiples agissant simultanément au niveau mondial. Il survient dans un temps de mutations structurelles importantes : la demande mondiale croissante en produits alimentaires, une nouvelle répartition de l'utilisation des sols à des fins alimentaires ou énergétiques et la progression démographique.

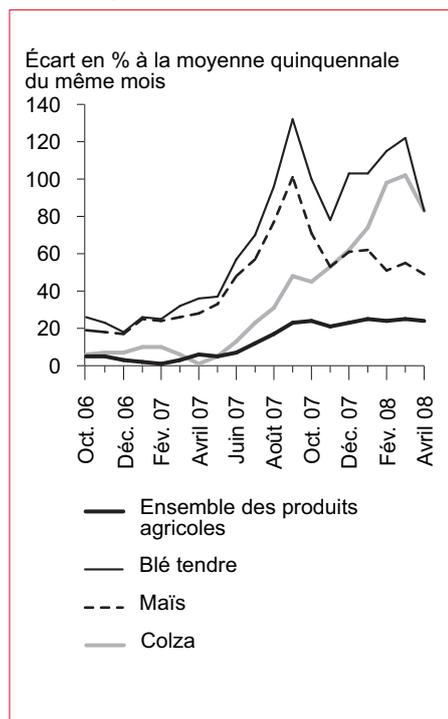
Les anomalies climatiques, de plus en plus fréquentes, pèsent de plus lourdement sur l'ajustement mondial entre la demande et la production quand elles touchent les gros pays exportateurs de céréales et d'oléagineux. Ce fut le cas en 2007 avec les grandes sécheresses d'Australie, d'Ukraine et

du Kazakhstan pour le blé, d'Argentine pour le maïs et les inondations du Sud-Est asiatique. Le marché des céréales et des oléagineux étant très exposé à l'internationalisation, les prix agricoles français et européens dépendent étroitement des cours mondiaux, qui sont dominés par les cotations à la Bourse de Chicago. De plus, en termes de volume disponible, l'amenuisement historique des stocks de report a amplifié le renchérissement des cours (*Grandes cultures, Agreste Conjoncture*).

### À partir d'octobre 2007, la hausse des prix des produits de base entraîne les prix alimentaires à la consommation dans une hausse inconnue depuis 2001

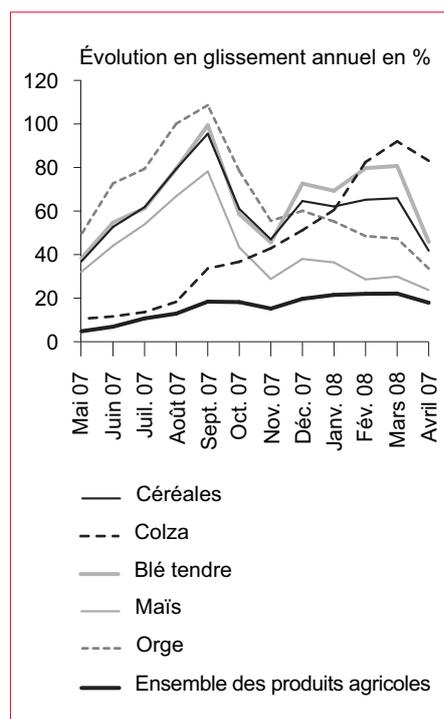
En avril 2008, les produits alimentaires constituent l'un des deux postes les plus touchés par la hausse des prix à la consommation avec l'énergie, respectivement + 5,5 % et + 12 % en glissement annuel.

### Depuis juin 2007, les prix des principales cultures ont nettement décollé de leurs prix moyens des cinq dernières années



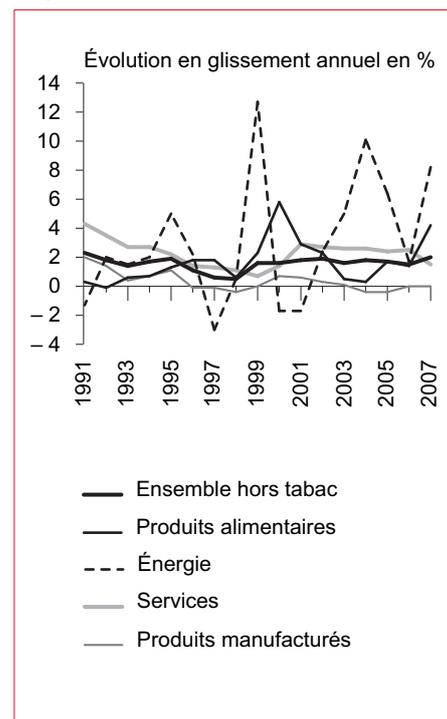
Source : Insee, Agreste

### Hausse en glissement annuel des principales grandes cultures en %



Source : Insee, Agreste

### Principaux postes des prix à la consommation : évolution en glissement annuel en % depuis 1990



Source : Insee

À partir d'octobre 2007, les prix alimentaires à la consommation ont été entraînés dans la dynamique des prix agricoles et leur hausse en glissement annuel est passée de 0,7 % en juillet 2007 à 1,3 % en septembre et 5,8 % en mars 2008, au plus fort de la hausse. En avril 2008, elle diminue

très légèrement (5,5 %). Cette hausse est d'un niveau comparable à la forte poussée des prix alimentaires de 2001 sous l'effet de la hausse du prix des viandes au moment des deux crises sanitaires de l'encéphalite spongiforme bovine et de la fièvre aphteuse.

Elle se manifeste après une période de décélération qui a débuté en 2004, concomitante de la décélération des prix des produits animaux.

### Les prix des céréales et du lait gonflent la hausse générale des prix agricoles

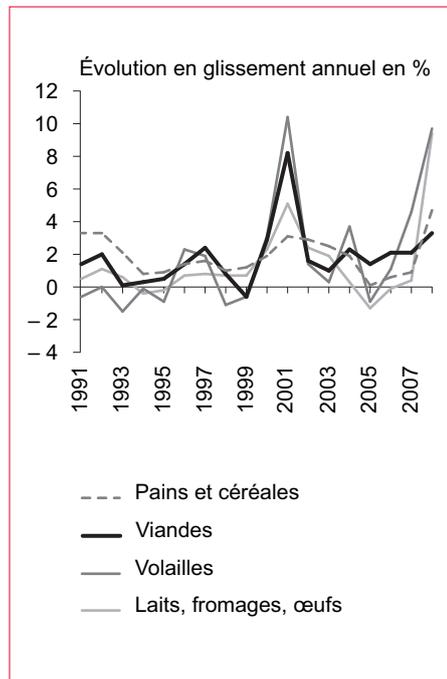
Les céréales constituent la principale contribution à la hausse générale des produits agricoles en glissement annuel. Seuls deux produits animaux, le lait de vache et, dans une moindre mesure, les volailles.

Depuis mai 2007, les contributions à la hausse ont évolué sur la période et elles se sont inégalement réparties entre les produits agricoles. La hausse a été relayée par différents produits.

**Les céréales restent le principal contributeur** sur toute cette période mais leur part s'est réduite de 100 % en mai 2007 à 38 % en avril 2008. La contribution des céréales est nettement prééminente jusqu'en juin 2007 : les prix du bétail sont alors très inférieurs aux prix de 2006 (jusqu'à - 10 % en juin 2007) et les autres produits n'ont pas encore été vraiment affectés par la hausse. Elle décroît au fur et à mesure de l'entrée des autres produits dans le processus ascensionnel des prix.

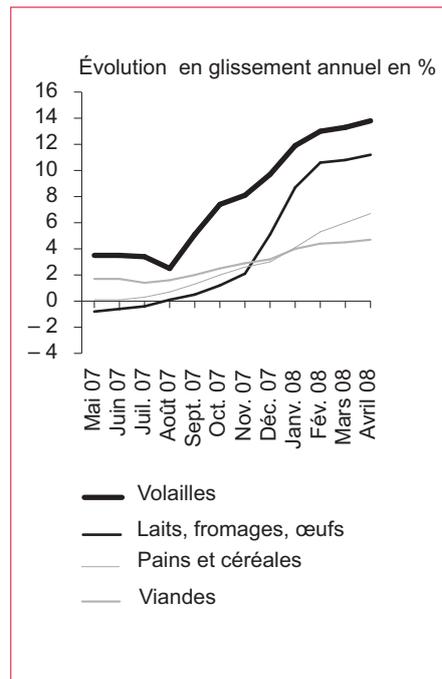
Le point culminant de la hausse en glissement annuel se situe en septembre 2007 pour les céréales, puis les prix ont commencé à se replier à partir de la fin du mois. En mai, au cours des dernières semaines, le prix du blé est en net repli à la suite d'une baisse sur le marché de Chicago et à cause de l'alourdissement des stocks de report français (*Les premières prévisions pour la récolte de blé sont optimistes, Agreste Conjoncture Céréales, juin 2008*). Le cours du colza a augmenté plus significativement à partir d'août et progressivement jusqu'à l'apogée de la hausse en mars 2008 (+ 92 %), où il avoisine quelques mois plus tard celle du blé tendre (*Les prix des graines oléagineuses atteignent des sommets, Agreste conjoncture Oléoprotéagineux, mars 2008*). Malgré cette forte hausse, sa contribution à la hausse générale ne dépasse pas 6,5 %.

### Prix alimentaires à la consommation depuis 1990 : évolution du glissement annuel en %



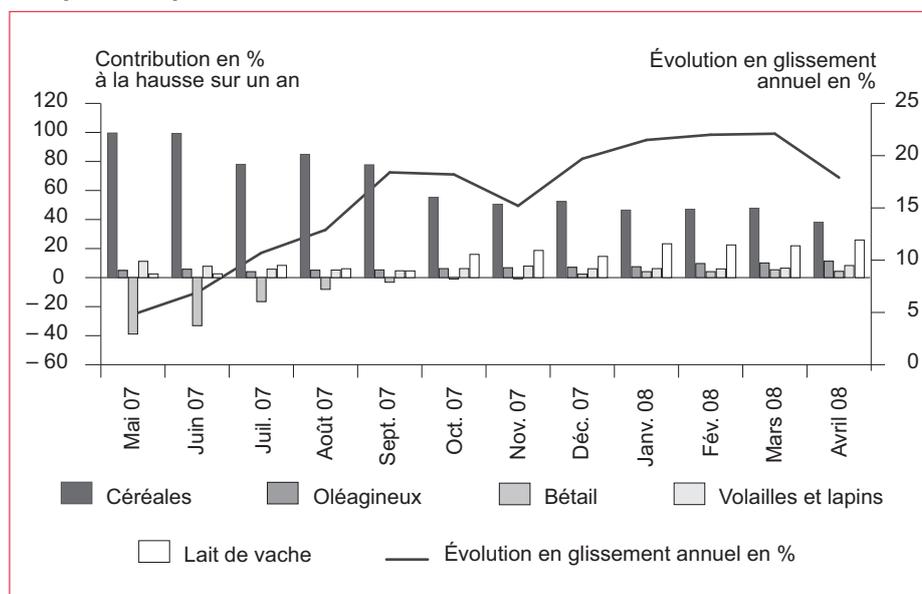
Source : Insee

### En octobre 2007, nette accélération de la hausse des prix à la consommation



Source : Insee, Agreste

### Depuis mai 2007, les céréales contribuent massivement à la hausse des prix à la production sur un an



Source : Insee

À partir d'octobre 2007, le prix du lait de vache a très fortement augmenté sous l'influence de la flambée mondiale des prix des produits laitiers. Mais depuis 2002, il avait subi des baisses successives, en liaison avec la baisse des prix d'intervention du beurre et des poudres de lait : en mai 2007, il ne contribuait plus que pour 2,5 % à la hausse générale des prix agricoles. Au cours de l'été 2007, la hausse du prix du lait de vache en France s'est fortement amplifiée et il a retrouvé en août le niveau de 2002.

En octobre, la hausse atteint soudainement 20,4 % contre 5,7 % en septembre. Elle contribue alors pour 16 % à la hausse générale, au moment où les prix des céréales commencent à reculer. En avril 2008, elle atteint 38 % et le lait contribue alors pour 26 % à la hausse générale.

La hausse du prix du lait à la production au cours de l'été a été provoquée, en France, par la flambée des prix mondiaux des produits laitiers industriels, poudres de lait et beurre. Or, les prix des poudres de lait et du beurre ont subi les effets de la chute de l'offre des deux principaux pays expor-

tateurs mondiaux, l'Australie et l'Argentine (*La flambée des prix des produits industriels se répercute tardivement sur le prix du lait de vache à la production, Agreste Conjoncture Lait, novembre 2007*). Par ailleurs, une nouvelle demande est apparue de la part de pays traditionnellement peu consommateurs de produits laitiers.

### Contre cette hausse, la Commission européenne suspend l'obligation de jachère et augmente les quotas laitiers

La Commission européenne a pris des mesures pour réguler les prix à la production dans les deux secteurs les plus touchés par la hausse. Dans le secteur des grandes cultures, elle a notamment levé l'obligation de gel des jachères au moins pour l'année 2008, faisant passer le taux de jachère obligatoire de 10 % à 0 % (*Suspension des jachères obligatoires et flambée des cours profitent au blé tendre, Agreste Conjoncture, avril 2008*). Dans le secteur laitier, elle a augmenté les quotas laitiers de 2 % à partir d'avril 2008 pour la campagne 2008/2009.

### Au stade de la consommation, les laits, fromages et œufs et les volailles sont les produits alimentaires qui ont le plus augmenté en un an

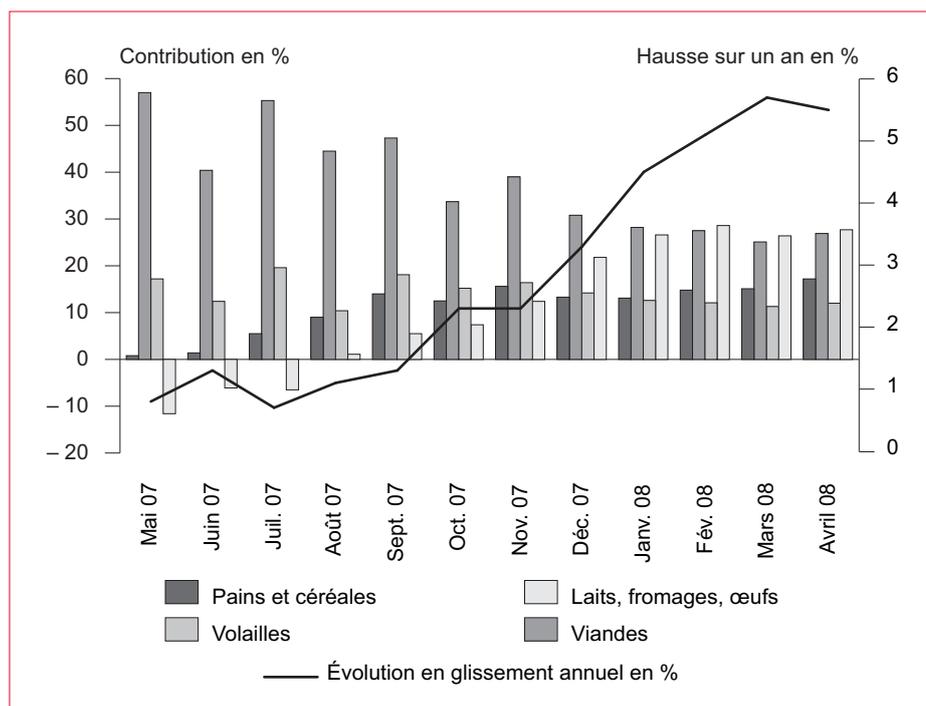
Les prix des laits, fromages et œufs, inférieurs aux prix de l'année précédente jusqu'en juillet, ont retrouvé leur niveau de 2006 en août. La hausse s'est accélérée à partir d'octobre (+ 1,2 %) et a gardé son rythme de croissance jusqu'en avril 2008 où elle dépasse 11 %. En avril 2008, en termes de contribution à la hausse générale des prix à la consommation, les laits, fromages et œufs rattrapent les viandes (27 %) : les prix des viandes à la consommation augmentent alors moins vite (+ 4,7 % en avril 2008).

Les viandes rouges, ont nettement contribué à la hausse des prix des produits alimentaires jusqu'en septembre 2007, puis cette contribution s'est alors progressivement restreinte au fur et à mesure de l'augmentation croissante des prix des laits, fromages et œufs. Jusqu'en décembre 2007, les viandes ont augmenté plus vite que l'ensemble des produits alimentaires mais plus faiblement à partir de janvier 2008.

Le prix de la viande de veau reste élevé, au-dessus des autres viandes de boucherie. Les prix à la consommation de la viande de mouton restent élevés malgré la très légère baisse depuis janvier 2008, la consommation régressant après une période stable de trois ans (*Le déclin de la filière ovins viande se poursuit, Agreste Conjoncture, avril 2008*).

La consommation de viande blanche profite d'une relative embellie en 2007 qui est surtout due à la consommation de volailles, et en particulier du poulet. Les prix de la volaille ont subi de fortes augmentations en 2007, liées à la répercussion sur les prix de vente des aliments pour volaille (*Regain de la consommation de viande blanche, Agreste conjoncture Consommation des viandes, juin 2008*). La hausse des prix à la consommation des volailles a très fortement augmenté sur un an entre mai 2007 (+ 3,5 %) et avril 2008 (+ 13,8 %). Depuis décembre, la participation des volailles à la hausse

### Lait, fromages et œufs : contribution croissante à la hausse des prix à la consommation sur un an



Source : Insee, Agreste

d'ensemble est plutôt légèrement en baisse et se maintient depuis lors à 12 %.

Les prix de la viande porcine se maintiennent à un niveau bas. Il n'y a pas encore eu report sur les prix à la consommation de la forte reprise du cours du porc charcutier en mars 2008 (*Situation très difficile des éleveurs de porcs, malgré la remontée des prix, Agreste Conjoncture, avril 2008*).

**La hausse des prix produits à base de céréales** (dont le pain) s'est aussi fortement accélérée à partir de septembre (+ 1,3 %), au même rythme que la hausse de l'ensemble des produits alimentaires mais, en avril 2008,

elle la dépasse (+ 6,7 % contre 5,5 %) et en représente 17 %. Depuis septembre, sa contribution à la hausse s'était maintenue entre 13 % et 16 %.

### L'impact de la hausse des prix à la production sur les prix à la consommation dépend du degré de transformation des produits de base

La hausse des prix agricoles se diffuse tout au long de la filière de transformation mais elle est seulement l'un des facteurs se répercutant sur les prix à la consommation. Les prix des produits alimentaires réagissent plus ou moins massivement à l'évolution des prix des produits agricoles, en fonction de leur degré de transformation. L'impact dépend de la structure du prix

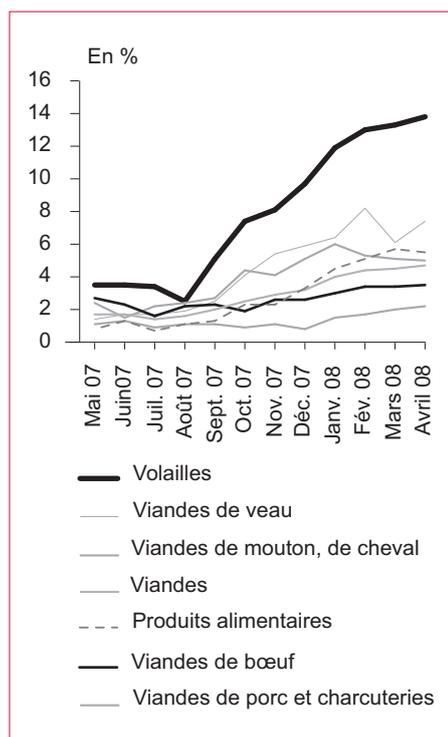
à la consommation ventilée entre les salaires, les transports, l'emballage plastique, la réfrigération et d'autres composantes, dont les marges des différents intervenants.

**Dans la filière viandes**, l'évolution des prix à la production influe directement sur les prix à la consommation. En 2007, la hausse la plus marquante concerne les viandes de volailles. Les prix de vente au détail de la volaille ont subi une forte augmentation à cause de la répercussion de la hausse du prix des volailles à la production. Cette augmentation résultait de l'offre limitée après la crise de l'influenza aviaire et aussi de la hausse du prix des aliments, elle-même liée à la hausse du prix des céréales.

En revanche, **pour le pain** dont le prix de vente au détail a augmenté, en avril 2008, de 5,4 % en glissement annuel, la hausse du prix à la production des céréales ne contribue à cette hausse que dans une faible proportion.

**Dans la filière du lait**, en avril 2008, le prix à la production du lait de vache ayant augmenté en un an de 37,6 %, le prix du lait à la consommation, peu transformé, augmente d'environ 14 % en glissement annuel ; le beurre, produit laitier industriel dont les prix ont subi la flambée mondiale, augmente de 13,7 % ; les yaourts et desserts glacés, produit très élaboré de grande consommation augmentent de 8,4 %. La flambée des produits laitiers intermédiaires s'est répercutée sur les prix des produits laitiers de grande consommation. Au second semestre 2007 en particulier, les laits et produits laitiers industriels avaient fortement augmenté, de 3,5 % par rapport à 2006 (*Bonne tenue de l'activité des IAA en 2007 sur fond de hausse de prix, Agreste Conjoncture, avril 2008*).

### Évolution des prix des viandes de boucherie et de volaille en glissement annuel



Source : Insee

### Estimation de la part de blé tendre dans la baguette de pain

*Le blé tendre ne représente qu'environ 3 % dans le prix de la baguette de pain. Cette part correspond au rapport entre le prix du grain payé au producteur et celui de la baguette à la consommation. La quantité de blé nécessaire à la production d'une baguette de 250 grammes est calculée en fonction des coefficients techniques de transformation du grain en farine et de la farine en pain. Le prix du blé meunier payé au producteur, au départ de la chaîne de transformation, tient compte de la déduction des marges du collecteur et des taxes qui sont à sa charge et du coût de la majoration mensuelle pour stockage.*

## Sources

- Les prix agricoles et alimentaires, intervenant aux deux grands stades de commercialisation des produits agricoles, sont mesurés à partir de l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) et de l'indice des prix à la consommation (IPC). L'Ippap mesure l'évolution des prix des produits vendus par les agriculteurs. Il est calculé par l'Insee en base 100 en 2000. Les prix des produits alimentaires et non alcoolisés, payés par les ménages, sont mesurés par l'indice des prix à la consommation calculé par l'Insee. L'IPC étant calculé en base 1998, il est converti en base 2000 pour effectuer des comparaisons graphiques.
- Les évolutions de prix étudiées sont les évolutions en glissement annuel.

## Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Les Infos rapides Prix agricoles et alimentaires publiées mensuellement depuis septembre 2007 et les autres publications Agreste Conjoncture par secteur, Synthèses et Infos rapides

Et aussi les études publiées par d'autres organismes pour des points non approfondis ici :

- « Prix et coûts de production de six grandes cultures », dans *L'agriculture, nouveaux défis*, Insee, 2007
- « Les marchés agricoles en 2006 : envolée des prix », Insee première n° 1141, juin 2007
- « Doit-on craindre une persistance des tensions inflationnistes liées au dynamisme des prix agricoles ? », Lettre de la DGPT n° 32, mars 2008

# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le Scees  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidef** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Consoscan** : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGPEI** : Direction générale des politiques économique, européenne et internationale  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Matif** : marché à terme international de France  
**Office de l'élevage** : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OniGC** : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)  
**Scees** : Service central des enquêtes et études statistiques  
**Secodip** : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité  
**SNIA** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**SNM** : Service des nouvelles des marchés  
**Syncopac** : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**UEBL** : Union économique belgo-luxembourgeoise  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)  
**Viniflhor** : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflhor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

# ABRÉVIATIONS

**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**ADL** : aide directe laitière  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute

**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**Fac** : fonds d'allègement des charges  
**Fob** : free on board  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**Ipa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**Ipampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**Ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**Ippap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**MCM** : montants compensatoires monétaires  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**NC** : nomenclature combinée  
**OCM** : organisation commune de marché  
**OTEX** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**Tec** : tonne équivalent carcasse  
**Teoc** : tonne équivalent œuf coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officieuse  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

## Pour en savoir plus

- **Le site Agreste de la statistique agricole** : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- **Le site du Service des nouvelles des marchés** : [www.snm.agriculture.gouv.fr](http://www.snm.agriculture.gouv.fr)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- **Le Centre d'information et de documentation Agreste** : [scees-cdia@agriculture.gouv.fr](mailto:scees-cdia@agriculture.gouv.fr)

Le CDIA est ouvert le lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



## Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche  
Secrétariat Général

**SERVICE CENTRAL DES ENQUÊTES ET ÉTUDES STATISTIQUES**  
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex  
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directeur de la publication : Philippe Bonneau  
Rédacteur en chef : Christine Deroin  
Composition : SCEES Beauvais  
Dépôt légal : À parution  
ISSN : 1274-1086  
© Agreste 2008

**Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole**  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)